EDF : UNE RIPOSTE A L'ATTEINTE AU DROIT DE GRÈVE

P.17

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 628 - 14 juin 1980 - prix : 5 F

AFGHANISTAN :

les troupes russes tenues en échec

P.10

LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

MENACENT

COMME CEUX DE L'EDF MONTRONS NOTRE COLÈRE

CISJORDANIE :

l'Etat sioniste contre les palestiniens

P.11

Le projet Peyrefitte est amendé, mais le fond reste.

M 6189 - 628 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 9 :

— Après les élections régionales italiennes.
— Les prisonniers de Sa Majesté en Irlande du Nord.

Page 10 :

— Afghanistan : les troupes russes tenues en échec.
— Corée du Sud : les militaires se vengent.
— Réfugiés cubains : retour à l'envoyeur ?

Page 11 :

— Cisjordanie : l'Etat sioniste contre les Palestiniens.

Page 12 :

— Dans la presse d'extrême-gauche :
• Les occupations de terres à Capesterre.
• Interview d'Hugo Blanco.

En France

Page 4 :

— Gis... rouette électorale ?
— Autonomistes bretons condamnés pour l'exemple.
— Nouvelles-Hébrides : les séquelles du colonialisme.

Page 5 :

— La bombe à nos frais.
— Le MRG en campagne... publicitaire.

Page 6 :

— Nouvelle convention médicale : la santé au régime.
— Ministres hués au congrès des HLM.
— Moyens dérisoires contre les incendies de forêts.

Page 7 :

— A Bondy les jeunes s'organisent contre les agressions racistes.
— Bavures policières et flics tortionnaires.

Page 8 :

— Essence : échelle mobile des profits.
— Une petite victoire de plus pour les motards.
— Non à la poubelle nucléaire de Saint-Priest-La-Prugne !

Page 13 :

— Calendrier de luttes, ou véritable plan d'action ?
— EDF-GDF : riposte aux atteintes au droit de grève.
— La grève des nettoyeurs de Roissy.

Pages 14 et 15 :

— Dans les entreprises : victoire des travailleurs de chez Margat (Rhône-Poulenc Vitry) ; SNCF Vierzon ; les CRS au Joint Français (Saint-Brieuc) ; plein la vue, à la CRAMIF.
— Accords Renault : politique sociale et poudre aux yeux.

Culture

Pages 16 et 17 :

— Théâtre : *Bérénice* de Racine.
— Films : *Une semaine de vacances* de Bertrand Tavernier ; *The Rose ; Third World, prisonnier de la rue.*

Pages 18 et 19 :

— *La Yougoslavie de Tito* aux dossiers de l'écran.
— Livres : *Et Alger ne brûla pas* du Cdt Azzedine ; *Histoire du communisme 1917-1945* d'Ellenstein ; *Le sucre et la faim* de R. Linhart ; *Le voyage à Paimpol* de D. Letessier ; *La France d'avant la France.*

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON.
Composition : PPC, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.
Impression : Voltaire Roto 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Ruse de Sioux pour prévenir les fausses alertes

Déjà en novembre dernier, les ordinateurs du Pentagone avaient joué un mauvais tour aux militaires américains, en déclenchant une fausse alerte à la guerre nucléaire. Ayant obtenu un franc succès, ils ont récidivé par deux fois la semaine dernière, annonçant une attaque de missiles soviétiques. Du coup, pendant trois minutes, le système de défense antinucléaire a été mis en branle et les bombardiers n'attendaient plus que le « go » du président pour décoller.

Il paraît que les chefs d'état-major américains sont inquiets au plus haut point de la répétition de ces fausses alertes, qui risquent, à la longue, d'émousser la vigilance des troupes — imaginez un peu que tout le monde croit à une fausse alerte, alors qu'il s'agissait d'une vraie !

Aussi, il est prévu de remplacer les ordinateurs défaillants par un système de guetteurs sur chaque colline, qui communiqueraient entre eux par signaux de fumée dès que les missiles adverses seraient en vue...

Restauration

Lundi 9 juin, on inaugurait à Versailles, plusieurs pièces du château ayant été restaurées. Giscard d'Estaing soi-même est venu pendre la crémaillère, en compagnie de sa dame. Il paraît que le président serait ressorti de la chambre du roi en déclarant : **« L'Etat, c'est moi ».** Impressionné par l'exemple de Louis XIV, il aurait décidé de prendre pour ministre un bourgeois (lequel s'est rendu célèbre en conseillant aux chômeurs de fonder leurs propres manufactures).

On chuchote même que, lors du prochain Conseil des ministres, le président siégerait sur un fauteuil percé, comme son illustre prédécesseur...

Une inflation très particulière

Les USA comptent officiellement 2 092 millionnaires en dollars, contre 1 776 en 1978.

Les Etats-Unis connaissent la hausse des prix industriels, commerciaux, celle des transports et de l'essence, une augmentation notable du nombre des chômeurs. Et l'envers du décor, c'est cette prolifération de milliardaires (en francs français).

Décidément, aux USA tout augmente, même le milliardaire.

Gil LANNOU

Il est maso, ou quoi?

Raymond Barre a dit vendredi dernier à Lyon, lors d'une remise d'oscars au concours « Ecoénergie » : « *Beaucoup de gens pensent que la fonction de Premier ministre est très agréable. Les postulants, s'ils en ont un jour la fonction, se rendront compte de ce que c'est.* (...) *Le pouvoir n'est pas agréable* ».

D'après ce qu'il dit, il en a marre. Ça tombe bien : nous aussi.

Alors, qu'est ce qu'il attend pour se barrer ?

La pub de Rocard

Michel Rocard continue son action psychologique pour se faire reconnaître comme candidat officiel du Parti Socialiste aux présidentielles. Il vient de faire un « voyage privé » aux USA, le genre de voyage privé où l'on s'arrange en fait pour rencontrer un maximum de personnalités officielles et faire autant que possible parler de soi.

En fait, il n'a pour l'instant rencontré que des sous-fifres : l'équipe de rédaction du journal *Washington Post,* un secrétaire d'Etat adjoint, des cadres du Fonds Monétaire International... Il a quand même réussi à parler avec Kurt Waldheim à l'ONU.

Mais qu'importe, il faut un début à tout ! Et ce voyage a été l'occasion d'affirmer son petit couplet atlantique, par exemple qu'*« en temps de crise il n'y a pas de place pour le non-alignement ».*

Il n'y a pas à dire, aux Etats-Unis comme en France, Rocard tient à apparaître comme un homme d'Etat bien respectable !

Pour l'exemple

Le tribunal pour enfants de Lyon vient de condamner par défaut à quinze jours de prison ferme un mineur qui, ô crime affreux, avait fraudé dans les transports en commun. Il est vrai qu'il était récidiviste et, comble de désinvolture, fier de l'être.

Les transports en commun lyonnais ont largement diffusé la nouvelle pour, paraît-il, dissuader les professionnels de la fraude.

La punition est évidemment sans commune mesure avec la gravité de la faute. Mais cela n'a pas dissuadé « les professionnels de la répression ».

Timbre-poste: hausse à vitesse normale?

Le timbre-poste augmentera avant la fin de l'année, passant à 1,50 ou même 1,60 F pour la « vitesse normale ». C'est ce qu'a annoncé Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux PTT. Selon lui, cette mesure se justifierait par le fait que le timbre aurait pris du retard, n'ayant augmenté qu'une seule fois depuis 1978, et de 8,7 % seulement. Un vrai scandale, en effet !

Le timbre « petite vitesse », lui, augmenterait moins car, toujours d'après Segard (qui a le sens de l'humour involontaire), la différence entre les deux tarifs serait devenue trop faible et les PTT n'arriveraient plus à les distinguer...

Il est vrai que, devant les lenteurs du courrier, les usagers, eux, n'arrivent plus non plus à distinguer les deux vitesses.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT MENACENT
Comme ceux de l'EDF, montrons notre colère

C'EST très massivement que les travailleurs de l'EDF ont protesté contre les atteintes au droit de grève. Et c'était bien la moindre des choses, face à l'arrogance des déclarations ministérielles et patronales.

Giraud, le ministre de l'Économie, veut limiter le droit de grève dans les centrales nucléaires sous prétexte de garantir « la sécurité des personnes ». Ceyrac, le patron des patrons, réclame au gouvernement des mesures pour réglementer le droit de grève dans la fonction publique au nom des « intérêts généraux de la nation ». Gouvernants et patrons n'ont que l'intérêt général à la bouche et c'est toujours en son nom qu'ils font leurs mauvais coups.

Et Ceyrac juge « intolérable » que *« les entreprises soient prises en otages dans des conflits qui leur sont étrangers »*. En somme, pour Ceyrac, les grévistes sont des bandits qui s'en prendraient à des innocents !

Et pour Giraud, les travailleurs seraient des criminels qui mettraient en cause la sécurité de populations entières.

Mais qui sont les bandits et les criminels, sinon les patrons qui dépouillent les travailleurs pour mieux se remplir les poches, sinon ce gouvernement qui impose aux populations des centrales nucléaires dangereuses et des déchets radioactifs !

Et cette poignée de gens, dont les intérêts vont à l'encontre de ceux de l'immense majorité de la population, prétend défendre « l'intérêt général » !

Ils font donner les CRS aux quatre coins du pays contre les grévistes, contre les manifestants, et même contre les radios libres. Ils veulent faire taire tous ceux qui protestent. Démocratiquement, au nom de l'intérêt général !

Leur prétendue démocratie est taillée sur mesure pour écarter la population de toutes les décisions qui la concernent. D'ailleurs Giraud l'a dit : il refuse que les travailleurs concernés aient un droit de regard sur la sécurité des centrales. Il *« préfère négocier avec les parlementaires »*. C'est tellement plus commode d'avoir affaire à quelques centaines de députés qui s'en moquent autant que le ministre. Cette démocratie-là consiste à faire enregistrer par les députés, ou plus exactement par ceux qui sont présents et somnolent à quelques dizaines sur les bancs vides, les décisions déjà prises en haut lieu.

Mais quand les travailleurs protestent, quand ils contestent les règles de ce jeu truqué, les Barre, les Giraud, les Ceyrac n'ont que mépris, injures et menaces à la bouche.

Barre, toujours aussi provocant et imbu de lui-même, réclame des sanctions contre les grévistes de l'EDF. Mais qu'il prenne garde, car les travailleurs jusqu'à présent n'ont fait que protester à l'appel des organisations syndicales contre les attaques du patronat et du gouvernement. Mais si la classe ouvrière tout entière se met en colère, si demain la grève générale déferlait sur le pays, les patrons et les ministres pourraient remballer leurs menaces et leurs insultes. Barre oserait-il encore menacer les grévistes de l'EDF ou insulter « les porteurs de pancartes » ? Non ! On verrait non seulement les ministres filer doux, mais on les verrait renoncer à leurs attaques contre le droit de grève, contre la Sécurité sociale, contre le niveau de vie des travailleurs. Les patrons savent bien que la classe ouvrière dispose des moyens de leur faire payer cher, très cher, les sacrifices qu'ils ont réussi à leur imposer jusqu'ici.

Les possédants nous provoquent et les centrales syndicales n'ont pas de plan à nous offrir pour riposter avec efficacité. Elles nous proposent un calendrier savamment agencé de mouvements destinés à nous faire agir en ordre dispersé sur des revendications souvent différentes.

Si nous voulons rendre au gouvernement et au patronat les coups qu'ils nous portent actuellement, il nous faudra ruer dans les brancards, bousculer ce calendrier de journées d'action à répétition qui peuvent certes exprimer notre colère, mais pas faire reculer Giscard, Barre ou Ceyrac. Il faudra la grève générale jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à satisfaction.

C'est la seule réponse qui peut faire céder tous les possédants et leurs représentants au pouvoir.

Arlette LAGUILLER

Radios libres : ça émet tous azimuts

Neuf militants CGT appartenant tous au PCF, à Nancy, gardés emprisonnés jusqu'au procès qui se déroulait le jeudi 12 juin ; le maire communiste d'Aubry inculpé : le gouvernement cherche à faire des exemples et à mettre un coup d'arrêt au développement des radios libres.

Ce n'est pas une attitude nouvelle puisqu'en 1979, entre autres, l'intervention de la police avait interrompu une émission de la radio du Parti Socialiste et qu'en avril dernier le parquet avait ouvert des instructions judiciaires à l'égard de 42 radios libres.

Cette fois-ci, le gouvernement semble avoir engagé une épreuve de force contre la CGT et le Parti Communiste qui, depuis plusieurs mois, ont fait de l'implantation de « radios de lutte » un peu partout dans le pays un cheval de bataille. Les dirigeants du PCF et de la CGT ont relevé le défi et sont prêts à engager le fer avec le gouvernement sur ce terrain. Les manifestations se succèdent, les militants CGT et du PC sont sur la brèche.

Mais, au-delà de cet aspect, le gouvernement, en employant la force, cherche essentiellement à mettre un coup d'arrêt à toutes les radios libres. Pour justifier son intervention, il se retranche derrière le grand principe du monopole d'Etat, qui serait d'après lui la garantie d'une radio et d'une télévision échappant aux intérêts privés.

En réalité, ce n'est pas tant le problème de la radio et de la télévision qui est au centre de cette affaire, mais celui du monopole de l'information radio-télévisée. Par ses interventions permanentes contre les radios libres, le pouvoir montre que ce monopole, il le veut pour lui et son personnel politique ! Et cela d'autant plus que, les élections présidentielles approchant, il ne tient pas à voir l'information politique et sociale lui échapper, même un tout petit peu.

Les radios libres n'ont certes pas un écho comparable aux grands moyens d'information (ce n'est d'ailleurs pas leur vocation). Mais localement elles rencontrent parfois une certaine audience qui ne peut plaire aux tenants de l'Etat.

Radio Quinquin, dans la banlieue de Lille, et Lorraine Cœur d'Acier, à Longwy, sont des radios qui incontestablement sont écoutées par plusieurs milliers de personnes et qui ont sur le plan local une vie qui se traduit par une réelle participation de la population. Le gouvernement ne peut pas accepter de laisser ces radios émettre. Et même celles qui n'ont pas d'audience, il est pour les faire taire. Le monopole, c'est le pouvoir d'interdire si nécessaire les voix qui peuvent gêner ceux qui nous gouvernent.

Mais si, en employant la force et en emprisonnant un certain nombre de militants dont on ne sait pas s'ils sont, à l'heure où ces lignes sont écrites, relaxés ou condamnés, en voulant faire taire les radios libres, on peut dire que le gouvernement arrive au résultat inverse de celui qu'il souhaitait. Non seulement certaines radios n'ont pas cessé d'émettre, mais d'autres ont repris leurs émissions et de nouvelles radios libres vont faire leur apparition. Et à présent, personne ne peut ignorer l'existence de ces radios ni la volonté du gouvernement de bâillonner toutes les voix qui troublent l'unanimité majoritaire.

Pierre VILNA

Peu après l'intervention policière, « Radio Quinquin » réémettait.

GIS... ROUETTE ÉLECTORALE?

Qui c'est qui nous avait prêché, il y a un an, juste avant les élections européennes, l'élargissement de l'Europe à la Grèce, l'Espagne et le Portugal ? Qui c'est qui nous parlait de la « vocation de la France » et de son « intérêt profond à rééquilibrer l'Europe par le sud » ? Cherchez bien... mais oui, vous y êtes ! C'était Giscard, bien sûr !

C'est vrai que les élections européennes, c'est déjà du vieux, et peut-être que la mémoire vous fait défaut. Remarquez que vous avez des excuses, parce que si vous écoutez aujourd'hui ce que raconte le même Giscard, c'est à ne plus s'y retrouver !

Il paraîtrait donc, si l'on en croit le Président, que maintenant il faut marquer une « pause » dans l'élargissement de l'Europe. Diable ! que s'est-il donc passé entre temps ?

Selon Giscard-girouette, il faudrait d'abord faire le ménage au sein des neuf partenaires, parce qu'en ce moment, il y a de l'eau dans le gaz... Ah bon ! Parce que avant, ça allait comme sur des roulettes ? Curieux, on avait plutôt l'impression contraire avec toutes ces négociations qui depuis plus de vingt ans n'en finissaient pas d'échouer sur ceci ou sur cela.

Cette fois-ci, on s'en cache à peine à l'Elysée, c'est la faute à Margaret Thatcher. Ah, ces Anglais ! Enfin, les déclarations de Giscard, ce n'est peut-être pas très gentil pour ses partenaires du Marché commun à qui il n'a même pas eu la politesse de faire part de son revirement de position, ni pour l'Espagne et le Portugal qui se demandent ce que leur vaut cette subite froideur. Mais ce n'est quand même pas trop grave : la Grèce, elle, vient de signer les accords et son entrée en 1981 est désormais chose établie. Quant à l'Espagne et au Portugal, il n'était de toute façon pas prévu de les intégrer à la CEE avant sans doute plusieurs années.

Alors, quelle mouche a piqué Giscard ? C'est sa baisse de popularité, enregistrée par les derniers sondages, qui le met dans cet état ? On ne va quand même pas aller jusqu'à penser que Giscard a déjà des préoccupations électoralistes ! Certes, contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, il y a le RPR, le PCF, et pas mal d'agriculteurs. Si on fait le compte, tout ça, ça fait des voix aux élections... Mais quand même, que Giscard brade l'idée de l'Europe unie et de la vocation de la France pour de basses raisons électorales, personne n'ira jamais croire ça !

Hélène DURY

PROCÈS DES AUTONOMISTES BRETONS:

Lourdes condamnations pour l'exemple

En condamnant à 11 et 12 ans de prison les militants du FLB (Front de Libération de la Bretagne) qui avaient notamment commis un attentat contre la maison du commissaire Le Taillanter (un spécialiste de la répression contre les autonomistes), la Cour de sûreté de l'Etat, n'a pas jugé d'après les faits, mais bien en fonction de la politique menée par le gouvernement à l'égard des militants autonomistes. Car les accusés, qui avaient pris soin d'éloigner la femme du commissaire avant de plastiquer la villa n'avaient à répondre que de dégâts matériels.

Le choix de la procédure, la Cour de sûreté de l'Etat, qui, rappelons-le, est une juridiction d'exception, dépendante du pouvoir n'est pas un hasard.

Au cours du procès, l'avocat général, l'a bien rappelé à sa manière, puisqu'après avoir traité les inculpés de malfaiteurs et de terroristes, il a réclamé une peine « *non inférieure à quinze ans de réclusion criminelle* », peine se justifiant selon lui par le fait que « *la peine de quinze ans prononcée contre les auteurs de l'attentat du château de Versailles faisait figure d'inévitable référence* ».

Inévitable pour qui ? Certainement pas en regard de la justice, mais du gouvernement qui a décidé de l'échelle des peines et pour qui 15 ans de prison aujourd'hui pour des autonomistes qui s'en sont pris à quelques pierres fait office de jurisprudence.

Car même si les actions menées par les autonomistes (et nous sommes loin de partager leur point de vue) ne mettent nullement en danger l'Etat, il n'en reste pas moins vrai que le pouvoir centralisateur et antidémocratique tient par principe à réaffirmer son autorité.

Cette fois encore la Cour de sûreté de l'Etat a jugé pour l'exemple.

Mais la répression n'a pas réussi à faire taire les autonomistes par le passé. Il n'est pas dit que les lourdes condamnations de ce procès y parviennent davantage.

NOUVELLES-HÉBRIDES

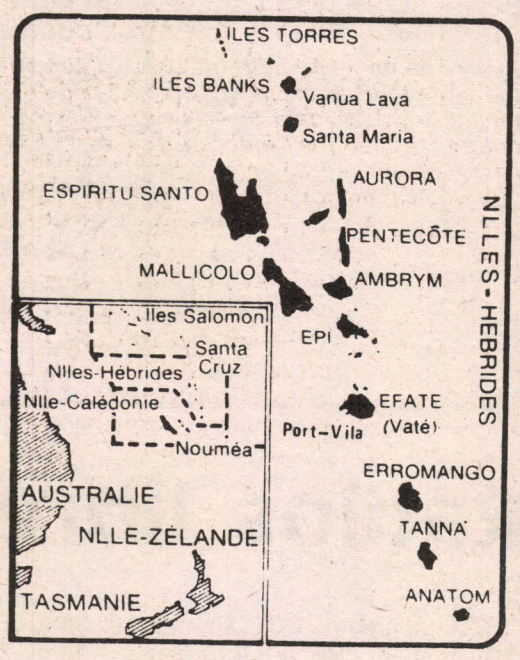
LES SÉQUELLES DU COLONIALISME

La situation reste confuse aux Nouvelles Hébrides où, dans l'île de Tanna, située au sud de l'archipel, des affrontements entre des miliciens du parti au pouvoir et des manifestants d'opposition ont fait un mort et six blessés, le 11 juin.

Pendant ce temps, l'île de Santo est toujours aux mains des sécessionnistes dirigés par Jimmy Stevens, qui bénéficie d'après la presse, du soutien des planteurs, et, semble-t-il, d'hommes d'affaires américains. Ces secessionnistes souhaitent instituer dans l'île un paradis exempté d'impôts pour les investisseurs.

En fait derrière les différents camps qui s'affrontent aujourd'hui, dans cet archipel de 100 000 habitants, il y entre autres, la rivalité entre les deux impérialismes français et anglais qui se partagent depuis 74 ans le contrôle des Nouvelles Hébrides. Celles-ci devant accéder à l'indépendance le 30 juillet, chacune des anciennes métropoles, qui ont joué sur les antagonismes entre les clans depuis un siècle, tente d'imposer une solution qui lui soit plus favorable. Et tandis que l'impérialisme anglais appuie, d'après la presse, le gouvernement central de Walter Lini, l'impérialisme français, lui, soutiendrait les mouvements d'opposition modérés et appuierait en partie le mouvement sécessionniste dans l'espoir que celui-ci se rallierait aux modérés.

Mercredi matin, Paul Dijoud a affirmé que « *la France et la Grande-Bretagne doivent garantir la loi et l'ordre, sans ignorer qu'il y a un véritable problème politique* ». Et tandis que le gouvernement anglais annonçait l'envoie de 250 hommes des Royal Marines, le gouvernement français, qui a un pied dans chaque camp, dépêchait 50 gendarmes mobiles à la capitale de l'archipel.

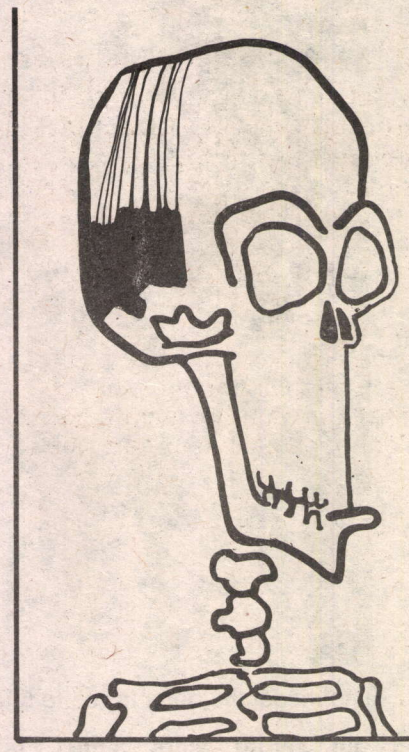


Pour maintenir les privilèges de quelques colons planteurs et son influence dans la région, le gouvernement français, comme le gouvernement anglais, n'hésitent pas à attiser des conflits dont les populations locales sont les premières victimes. Même dans ces petites îles qui ne sont déterminantes ni économiquement, ni stratégiquement pour aucune des puissances qui agissent actuellement ouvertement ou en sous-main là-bas, chacune d'elle défend âprement ses positions.

Aujourd'hui les dirigeants français se demandent s'ils n'ont pas commis des erreurs tactiques et misé sur de mauvaises cartes. Mais ce n'est pas le problème. Le problème c'est que l'Etat français tente encore de défendre aujourd'hui une politique colonialiste dans cette partie du monde.

Henriette MAUTHEY

AVEC OU SANS NEUTRONS, QUAND NOS DIRIGEANTS FONT LA BOMBE, C'EST A NOS FRAIS



La question des armes nucléaires nouvelles met en branle-bas de combat bien des états-majors. Ceux de l'armée bien sûr, où la polémique sur la stratégie à adopter se fait âpre, entre les partisans du *« missile balistique semi-mobile, monté sur véhicule à roues et doté d'une seule tête nucléaire »*, et ceux qui en tiennent pour le *« missile air-sol aéroporté, tiré d'un bombardier supersonique »*.

Côté tactique, il faut aussi choisir : oui ou non à «l'arme à radiations neutroniques renforcées » — c'est le nom officiel de la bombe à neutrons française — telle est la question (ce nouvel engin de destruction a pour propriété de détruire la vie sans toucher aux constructions). Mais là, les militaires ont l'air unanimes à vouloir ce joujou. Ce sont plutôt les états-majors politiques qui polémiquent. L'UDF s'est dite favorable au « concept de l'arme neutronique », tandis que le RPR, toujours aussi soucieux de se démarquer... un peu, refuse quant à lui qu'on lui accorde... la priorité.

De son côté le PCF vient d'appeler à deux manifestations : l'une le 19 juin à l'Hôtel Matignon, l'autre le 21 devant le siège de l'OTAN à Bruxelles, *« contre la course aux armements »* et en particulier *« contre la fabrication de la bombe à neutrons par la France »*. Si l'on ne peut que souscrire à cette position, on est aussi en droit de la rapprocher de celle concernant la bombe H, contre laquelle le PCF avait fait campagne pendant des années et à laquelle il s'est spectaculairement rallié il y a trois ans !

Il ne cesse de répéter, depuis son Comité Central du 11 mai 1977, que *« l'armement nucléaire est un fait. Il représente le seul moyen de dissuasion réel. (...) Nous nous prononçons strictement (...) pour le maintien de l'arme nucléaire »*. Alors, si le PCF est pour l'instant contre la fabrication de la bombe à neutrons, à quand son prochain ralliement à celle-ci ?

Plus encore peut-être que dans les états-majors militaires et politiques, c'est dans les sphères dirigeantes des grands trusts fabricants d'armements qu'une agitation se fait sentir. L'arsenal nucléaire actuel leur a rapporté 220 milliards de francs en 20 ans. Et la part du nucléaire ne cesse de croître. Yvon Bourges, le ministre de la Défense, le rappelait lui-même samedi dernier à Toulon : *« En 5 ans, nos crédits militaires, qui ont plus que doublé, sont consacrés pour près d'un tiers à l'armement nucléaire »*. C'est dire si les Dassault, Matra, Thomson-CSF et autre Creusot-Loire envisagent chacune des options sous l'angle des juteux bénéfices que les futures commandes de l'Etat rapporteraient aux uns et aux autres pour les 10 ou 20 ans à venir !

Finalement, les seuls qui n'aient pas voix au chapitre dans cette question... ce sont tous les habitants de ce pays. Mais qu'ils se rassurent : on ne les oubliera pas pour autant. C'est en tant que contribuables qu'on leur demandera d'allonger les gros sous, quels que soient d'ailleurs les engins dont Giscard décidera d'équiper l'armée française.

Hervé MARTIN

Le MRG dans la campagne... publicitaire

Comme un lièvre quittant son terrier, le MRG a ressurgi. Il était temps, à un an déjà de la prochaine échéance électorale, avant d'avoir été complètement oublié. Ce petit parti de notables — dont le grand malheur est d'en avoir de moins en moins — se devait de trouver un argument promotionnel. C'est chose faite avec l'annonce, lors de son congrès tenu les 7 et 8 juin, de la candidature de son leader, Michel Crépeau, aux futures présidentielles.

Mais effrayé d'avoir osé, et après s'être bien fait prier par ses amis présents, Michel Crépeau a quand même pris le soin de préciser que, s'il annonçait sa candidature, c'était pour mieux ne pas avoir à la maintenir l'année prochaine.

C'est simple en effet. Il y met deux conditions : trouver 1 500 notables qui le soutiennent, ce qui peut quand même se faire, mais surtout essayer de négocier son ralliement au Parti Socialiste, ce qui, il l'espère bien, se fera aussi.

Leur grand problème, en fait, est d'amener le Parti Socialiste à leur faire quelques concessions, juste de quoi satisfaire ceux qui en ont assez d'être considérés sans contrepartie comme l'appendice du PS. Mais Mitterrand ne semble pas pressé de les rassurer. Et Rocard, le seul qui au PS fasse mine actuellement de se souvenir de leur existence, doit sûrement apparaître en rêve à plus de l'un d'entre eux, sous les traits... d'une bouée de sauvetage.

Alors il y a peu de chances de voir cette candidature dépasser le stade de la publicité, et le MRG tenter seul l'aventure, qui risquerait surtout d'étaler publiquement sa faiblesse électorale, ce qui, pour un parti exclusivement électoral, est plutôt génant. Crépeau et son mouvement ont beau faire des déclarations d'indépendance et d'autonomie vis-à-vis du PS, Crépeau peut parler des « hussards noirs » du PS qui ont promis de le faire disparaître, c'est sa façon d'avancer des pions pour négocier avec le Parti Socialiste, et c'est tout.

Et en attendant de convaincre le PS que leurs 2 % de voix ne sont pas à négliger, c'est un moyen pour eux de profiter de la presse et des ondes.

Roger MEYNIER

GISCARD ET L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN :

Le PCF crie à la concurrence déloyale

Giscard d'Estaing a produit son petit effet lorsqu'il a parlé de *« la nécessité d'une pause dans l'élargissement de la Communauté européenne »*. Lui qui, il y a un an encore, alors que s'ouvrait la campagne pour l'élection au Parlement européen, se posait en champion de l'Europe, aurait donc viré de bord.

Et il y en a un qui semble bien gêné par ce changement de position, c'est le PCF. Il en vient maintenant à dire que Giscard est un gros menteur, qu'il tente un *« coup de bluff »*, mais en réalité seul le PCF n'a jamais changé de position au sujet de l'élargissement de la CEE : il a toujours été contre. *« Et lorsqu'il s'agit d'un problème aussi grave que l'élargissement du Marché commun »*, dit Georges Marchais dans l'éditorial de *L'Humanité* du 11 juin, *« il ne peut y avoir de "oui si...", de "oui mais...", de "oui plus tard...". C'est NON »*.

Le PCF est donc très fier de n'avoir jamais eu la moindre hésitation à ce sujet. Il est très fier de dénoncer cette politique de Giscard d'Estaing qui, malgré tout ce qu'il peut dire maintenant, continue à *« sacrifier les intérêts de la France sur l'autel de l'élargissement européen »*. Fier d'avoir dit et répété, avant les autres et plus fort que les autres, que si les paysans et travailleurs français avaient des problèmes, c'était la faute de l'Angleterre, de la Grèce, de l'Espagne ou des autres.

Comme si, Marché commun ou pas, ce n'était pas la politique des capitalistes bien français qui était, avant tout, responsable des difficultés de la population laborieuse !

Décidément, on a les fiertés qu'on peut !

ASSEMBLÉE EUROPÉENNE :

Un an déjà... que tout le monde l'a oubliée

Le Parlement européen élu au suffrage universel fête son premier anniversaire — ou plus exactement, les élus français à ce Parlement fêtent l'anniversaire de leur élection.

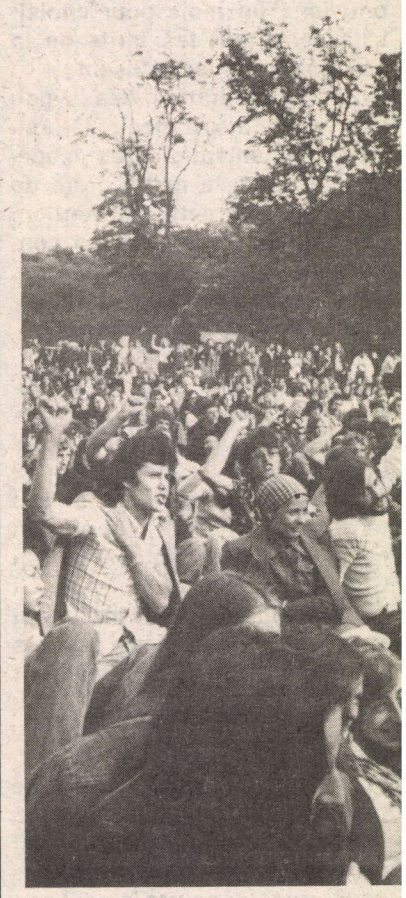
Le bilan de l'année écoulée est vite tiré. Les partisans de l'Europe nous avaient promis monts et merveilles de ce Parlement : c'était l'Europe des peuples qui allait enfin se construire. Pendant ce temps, du côté du PCF et du RPR, on nous annonçait la catastrophe si on laissait faire l'abandon de la « souveraineté nationale ». En fait, comme c'était parfaitement clair dès le début, ce Parlement n'a eu ni les vertus mirifiques promises par les uns, ni le pouvoir maléfique dont nous menaçaient les autres, pour la bonne raison que ses pouvoirs sont pratiquement inexistants, encore bien plus réduits que ceux des Parlements nationaux.

L'Assemblée européenne n'a donc nullement empiété sur la souveraineté nationale (c'est-à-dire la souveraineté des grands groupes capitalistes sur leurs gouvernements respectifs). Et le fait d'être élu au suffrage universel par les électeurs des neuf pays membre de la Communauté n'a nullement empêché ce Parlement de montrer sa totale impuissance, entre autres lors de la crise qui a éclaté entre la Grande-Bretagne et les huit autres sur le problème de l'agriculture.

Bref, c'est à se demander s'il sert à autre chose qu'à fournir quelques sinécures à des politiciens... et un poste honorifique à Simone Veil.

J.-L. C.

FETES de lutte ouvrière



• BOURGES-VIERZON

SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 JUIN
PARC DU CHATEAU - SAINT-FLORENT-SUR-CHER
LE SAMEDI A PARTIR DE 19 H : Paëlla et bal
LE DIMANCHE DE 11 H à 20 H : spectacle permanent, jeux, dégustations, débats expositions...

• MARSEILLE

DIMANCHE 15 JUIN
A PARTIR DE 9 H 30
TERRAIN DE VALABRE, PRÈS DE GARDANNE

• SAINT-ETIENNE

DIMANCHE 29 JUIN
A PARTIR DE 10 H
TERRAIN DU PARC DE MONTAUD, PRÈS DE LA PLACE JACQUARD

• LYON

SAMEDI 21 JUIN 14 h
JUSQU'AU DIMANCHE 22 JUIN 20 H
TERRAIN DU MERLO A OULLINS
Avec Steve Waring, Olivier Cabanel, Yves Chetail, bal avec les Dranps

LA NOUVELLE CONVENTION MÉDICALE

La santé mise au régime

Le 5 juin dernier, alors que des manifestations avaient lieu contre le projet du gouvernement, celui-ci signait la nouvelle convention entre les médecins et la Sécurité sociale. Les médecins ont donc un mois pour choisir s'ils acceptent les tarifs de la convention ou les refusent.

La Confédération des syndicats médicaux français, la principale organisation des médecins, a lancé le mot d'ordre de « boycott » de cette convention. Elle appelle les médecins conventionnés à refuser de dire à la Sécurité sociale s'ils appliqueront les tarifs « conventionnels » (ce qui leur donne droit à certains avantages sociaux et fiscaux), ou s'ils pratiqueront les tarifs de leur choix, tarifs remboursés dans les deux cas aux assurés sociaux sur la base des tarifs conventionnels, et à pratiquer les tarifs décidés par la Confédération.

Evidemment, le boycott, qui ne gênera pas les assurés sociaux puisqu'ils continueront à être remboursés sur la base du tarif conventionnel, voisin du tarif syndical, ne constitue peut-être pas un grand moyen de pression sur le gouvernement. Mais il a le mérite de rappeler qu'il se trouve des médecins pour protester contre la politique du gouvernement en matière de santé, politique de restrictions qui vise à obliger les médecins à surveiller leurs prescriptions et les assurés sociaux à payer une plus grande part des dépenses de santé.

Et la nouvelle convention est un des moyens que se donne pour cela le gouvernement. Elle n'aura pas de répercussions immédiates pour les assurés sociaux : il ne semble guère y avoir de raisons pour que les médecins hier conventionnés se précipitent en masse vers le secteur libre et haussent brutalement leurs tarifs, d'autant que ceux-ci viennent d'être sensiblement augmentés par le gouvernement !

Mais que se passera-t-il si, sous prétexte d'austérité, le gouvernement bloque dans le futur les tarifs des consultations et des visites ? L'inflation aidant, il y a de fortes chances pour que les médecins (tout en restant conventionnés) aillent de plus en plus nombreux rejoindre le secteur « libre », pour ne serait-ce qu'adapter leurs tarifs à la hausse du coût de la vie.

A ce moment-là, ce sont les malades qui en feront les frais et devront payer plus cher pour le même remboursement (75 % du tarif officiel) ou bien se mettre à la recherche de médecins du secteur n° 1 pratiquant encore les tarifs conventionnels, mais qui seront alors tentés, les médecins le disent eux-mêmes, de multiplier les actes, c'est-à-dire de consacrer moins de temps à chaque malade, pour gagner plus d'argent.

L'objectif de la nouvelle convention étant de limiter les dépenses consacrées au remboursement des médicaments et aux prestations pour arrêt de travail, les médecins seront sévèrement contrôlés et sanctionnés s'ils prescrivent « trop » !

Le gouvernement peut jurer ses grands dieux qu'il n'a pas l'intention d'opposer une médecine de riches à une médecine de pauvres, dans les faits elle existait déjà.

Mais la politique du pouvoir vise à aggraver cette situation. Elle s'inscrit dans un plan qui a pour but de s'attaquer aux conditions d'existence des travailleurs.

F.F

Les médecins dans la rue le 5 juin, contre la convention médicale imposée par le gouvernement.

CONGRÈS DES H.L.M.:

Les ministres se sont fait huer

Ils s'y sont mis à deux, Cavaillé, secrétaire d'Etat au Logement, et d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, pour tenter de convaincre les participants du 41e congrès des HLM que la situation des locataires était bonne. Cavaillé a déclaré (sous les huées) : **« Depuis 1973 la charge logement que supportent les locataires a diminué ».** Soit il a mal lu son texte, soit il s'est trompé dans ses calculs, en tout cas il n'habite manifestement pas en HLM. Quant à d'Ornano, il a déclaré à France-Inter que les loyers n'augmentaient pas plus vite que le reste **(« Ou alors pas beaucoup plus, mais il y avait du retard à rattraper » !).**

Et bien sûr ils ont refusé de revenir sur la libération des loyers, la nouvelle hausse prévue pour le 1er juillet, ainsi que sur la réforme de 1977 qui, sous couvert d'élargir le nombre d'organismes subventionnés pour la construction de logements sociaux, a limité les crédits aux HLM au profit des requins privés de l'immobilier.

D'Ornano a clôturé le congrès en déclarant que : **« Le gouvernement ne déviera pas de ses objectifs ».** Et ceux-ci sont clairs : faire payer de plus en plus cher les locataires ; diminuer le caractère « social » des logements à loyers par ailleurs de moins en moins modérés ; et limiter également les crédits qui permettent non seulement d'assurer la construction de nouveaux logements HLM, mais surtout de maintenir en état tous ceux qui au bout de vingt ans d'âge commencent à se délabrer et manquent de plus en plus d'équipements.

Tout au plus ont-ils accepté de relever de 18 % l'allocation logement, qui s'était dévalorisée de 50 % ces dernières années, ainsi que l'ALP, l'aide personnalisée au logement, le remède-miracle de d'Ornano, qui est censée aider tous ceux qui n'ont pas de quoi faire face aux tarifs actuels des HLM.

Mais personne, dans les HLM, ne croit aux miracles de d'Ornano !

Roger PERIER

Contre les incendies de forêts, des moyens toujours aussi dérisoires

Chaque année, avec l'été, les incendies de forêts font rage ; et chaque année, les insuffisances flagrantes des moyens de lutte sont dénoncées par tous, y compris par les représentants des pouvoirs publics.

Mais ce n'est pas pour autant que les mesures nécessaires pour remédier à cet état de fait sont prises. Le gouvernement se contente de quelques actions de bricolage, comme celles qui viennent d'être annoncées : deux bombardiers à eau DC 6 de plus, alors qu'en tout et pour tout, il n'en existe qu'une dizaine, chiffre absolument dérisoire lorsqu'ils doivent intervenir des jours durant dans des zones très dispersées ; la création de quelques brigades d'intervention supplémentaires ; la décision de remettre entre les mains des préfets la charge de répartir ces moyens (ou plutôt cette misère) et de coordonner les opérations de secours, etc.

L'ampleur des risques, comme la légèreté des moyens mis en œuvre, viennent d'ailleurs d'être soulignées par une commission de parlementaires, enquêtant sur la forêt méditerranéenne. Celle-ci indique, entre autres, la nécessité de renouveler la flotte des Canadair et DC 6, qui non seulement est insuffisante mais qui, d'ici moins de dix ans, sera hors d'usage. Elle signale également le faible nombre de pompiers professionnels et les moyens insuffisants mis à leur disposition... Jusqu'aux cartes qui seraient trop vieilles et illisibles ! Sans compter les moyens de prévention concernant l'entretien des forêts et qui sont laissés à l'initiative des propriétaires privés auxquels appartiennent les trois quarts de la forêt méditerranéenne.

Mais les avertissements, les mises en garde, qu'elles viennent ou non des parlementaires, restent lettre morte pour le gouvernement, tout juste bon en la matière à nommer les ministres de l'Environnememt et du Cadre de vie qui bavardent dans les salons... sur la protection de la nature.

Lucienne PLAIN

TOUT POUR LA GUERRE

Chaque minute, les gouvernements de la planète engloutissent 1 million de dollars dans leur course aux armements. Ce chiffre est tiré d'un rapport tout à fait officiel, celui des Nations unies sur l'environnement, qui concerne les activités militaires.

On y apprend aussi que depuis 1945 il y a eu la bagatelle de 130 guerres, civiles ou non, en particulier dans le tiers monde, et que le budget militaire de celui-ci aurait quadruplé au cours des 20 dernières années. En 1978, 112 satellites militaires ont été lancés, soit un tous les trois jours.

Non contents de lancer dans la boucherie des millions d'hommes en temps de guerre et de dégrader l'environnement en temps de paix, les marchands de canons utilisent 40 % des chercheurs à des fins militaires, et détournent 40 % du budget de la recherche pour ce qu'ils appellent la « défense ».

Alors qu'il ne se passe pas une année sans que l'on apprenne que le budget des dépenses militaires a augmenté, 1,5 milliard d'hommes (presque 40 % de la population mondiale) n'ont pas accès aux soins médicaux ou sont carrément sous-alimentés, et un enfant sur quatre vit en état de complet dénuement.

Un rapport qui parle de lui-même et qui juge cette société mieux que de longs discours.

Odette DYLAN

A BONDY LES JEUNES S'ORGANISENT CONTRE LES AGRESSIONS RACISTES

Le vendredi 30 mai, un jeune Algérien de 19 ans, Mohamed, habitant Bondy, dans la Seine-Saint-Denis, a été attaqué par un commando de racistes. Lacéré à coups de rasoir, il a dû recevoir plus de 50 points de suture. Depuis, le commando a récidivé.

La police, sommée d'intervenir, essaie de faire passer toute l'histoire pour un règlement de comptes entre bandes de jeunes. Mais il serait naïf d'espérer d'elle, qui compte dans ses rangs nombre de policiers prompts à utiliser contre les émigrés presque les mêmes méthodes que ces commandos, qu'elle protège les habitants de la cité.

Mais un certain nombre de jeunes de la cité et des cités alentour ont décidé de réagir. Le frère de Mohamed, Ahmed, 22 ans, nous a raconté ce qui s'était passé.

« Mon frère Mohamed revenait de son stage de mécanodieséliste qu'il fait à Lyon. Il discutait près de l'entrée de l'immeuble avec des copains. Ils étaient cinq, quatre Algériens et un Français. Vers 23 heures 30, il y a une estafette et une voiture qui sont arrivées. Ils sont sortis à cinq, habillés en militaires, et il y a dix autres fascistes qui sont arrivés de derrière. Ils étaient armés avec des chaînes, des barres à mine, des matraques et des rasoirs. Ils ont crié : « Les bougnoules, on va tous les tuer ». **Mon frère et ses copains ont couru, un copain est tombé et mon frère est tombé derrière. Ils lui sont tous tombés dessus. (...)**

Le lendemain matin, je suis allé avec trois copains, dont deux qui étaient témoins de l'attaque, au commissariat de Bondy. L'inspecteur a enregistré les dépositions des témoins, mais moi, il ne m'a rien fait signer. Pour lui, c'est un règlement de comptes, une bagarre entre « loubards ». Pourtant, ceux qui ont témoigné ont dit qu'ils connaissaient un des agresseurs.

Durant le week-end, on a fait une pétition qui racontait ce qui s'était passé et qui disait qu'il fallait réagir. Des journalistes sont venus. On leur a parlé de l'attaque et des inscriptions peintes près de la cité : « Oui à la vivisection, prenons les Arabes comme cobayes » ; « Un bon Algérien est un Algérien mort ». **(...)**

Le lundi, ils sont revenus à cinq ou à six. Ils avaient le crâne rasé, en treillis, et des barres de fer. Ils ont poursuivi un jeune Algérien dans l'intérieur du grand immeuble de la cité.

Ils lui ont couru après avec une hache dans la main. Mais ils ne l'ont pas attrapé. Alors, en repartant dans la cité, ils ont jeté un cocktail molotov sur le groupe de copains dans le hall de l'immeuble.

Le lendemain, le mardi, et aussi le mercredi, tous les jeunes de la cité, et aussi des autres cités, on s'est rassemblé. Il y avait des immigrés et aussi des Français. Nous étions 60 ou 70 jusqu'à minuit pour surveiller les voitures, patrouiller avec une dizaine de voitures dans Bondy. Les flics sont arrivés le mercredi soir et c'était pour nous contrôler, nous ! Ils ont même emmené au poste cinq copains.

Mes parents sont allés voir le consulat d'Algérie et le consulat a demandé au commissaire de faire quelque chose. Il a voulu nous convoquer. Mais nous, nous lui avons demandé de venir dans la cité. Le commissaire est venu le jeudi. Il nous a demandé de nous calmer. Il nous a dit : « Maintenant, vous êtes en sécurité ». **Ce qu'il voulait, c'est qu'on ne fasse rien.**

Mais nous, on a d'abord fait signer la pétition partout. Au début, les gens avaient peur : ils regardaient par le trou de la porte et ils n'ouvraient pas. Puis, après, la plupart des gens de la cité ont signé. On l'a fait signer aussi dans les cités d'à côté. On veut que ça se sache. On a contacté les journaux, on a vu un gars du MRAP, la télé est venue. Antenne 2 a fait une émission lundi 9 juin à 12 heures, mais beaucoup de ce qu'on a dit a été coupé.

Mohamed est sorti de l'hôpital samedi 7. Maintenant, on déterminera la suite de ce qu'on va faire. On ne veut pas se laisser faire par les fascistes en tout cas. »

Des bavures qui éclaboussent

Le 5 juin, la police à l'œuvre contre la manifestation des médecins. ***(AFP)***

Les flics n'ont pas pu se retenir, lors de la manifestation du 5 juin à Paris. La matraque les démangeait trop. Et puisque à chaque manifestation ils peuvent y aller en tapant sur qui ils veulent, pourquoi se seraient-ils gênés plus que d'habitude ?

Seulement, ce jour-là, ce n'étaient ni des étudiants, ni des travailleurs, ni des jeunes trop chevelus, ni des immigrés trop basanés : c'étaient des médecins... des gens habitués à d'autres traitements. Surtout, des gens qui ont le moyen de protester haut et fort et de se faire entendre. Ce qui fut fait. Et la simple bavure a quelque peu tourné au scandale ! D'autant que, parmi les matraqués, il y avait aussi deux journalistes qui avaient eu l'audace de prendre des photos.

Aussi, le lendemain, de nombreux journaux étalaient à la Une des photos montrant des policiers s'acharnant sur un journaliste et des médecins roués de coups et jetés à terre. Le jour même, les journalistes de l'AFP ont fait une grève de protestation d'une demi-heure, tandis que mercredi 11 juin la sortie du Conseil des ministres à l'Elysée s'effectuait entre une double haie d'honneur des journalistes, caméras à terre, en signe de boycott pour protester contre les violences policières.

Alors Bonnet, ministre de l'Intérieur, y est allé de ses regrets. Il a même, sans rire, adressé des vœux de prompt rétablissement aux deux journalistes blessés par ses flics. Il a demandé une enquête et déclaré qu'il prendrait « les mesures qui paraîtront nécessaires ».

De son côté, le Syndicat général de la police a protesté contre les violences du 5 juin contre les journalistes. Le préfet, qui a reçu une délégation de ce syndicat, a promis de lui communiquer les résultats de l'enquête qui a été ouverte et de le tenir au courant de ce qui sera décidé pour éviter que ces incidents ne se renouvellent.

Bref, il y a tellement de monde qui semble regretter les matraquages du 5 juin qu'on se demande même comment ils ont pu avoir lieu.

Et à en croire les assurances prodiguées par les milieux tout ce qu'il y a de plus officiels que cela ne se reproduira plus, on pourrait en conclure que désormais, c'est fini, il n'y aura plus de bavures.

Eh bien, chiche, et rendez-vous à la prochaine manifestation ! Philippe NATIER

A MARSEILLE LES POLICIERS MANIFESTENT POUR SOUTENIR DES FLICS TORTIONNAIRES

Mardi 10 juin, de trois cents à quatre cents policiers manifestaient dans les rues de Marseille pour protester contre la condamnation de deux inspecteurs de police de la ville à trois ans de prison avec sursis et 5.000 F d'amendes pour interrogatoire « poussé ».

Ces inspecteurs — ainsi que trois de leurs collègues qui ont été, eux, relaxés — étaient inculpés pour avoir contraint, il y a quatre ans, deux jeunes gens à avouer un crime qu'ils n'avaient pas commis. Pour cela, ils les avaient torturés, en particulier en leur infligeant des sévices sexuels. Et les deux jeunes gens, après être revenus sur leurs aveux, avaient porté plainte.

La relaxe pour trois des accusés, des condamnations somme toute clémentes pour les deux autres : les policiers concernés s'en tiraient bien, dans cette affaire où le procureur compatissant se disait bouleversé de voir des représentants de l'ordre au banc des accusés.

Mais c'était encore trop de justice pour les policiers de Marseille, qui s'indignent aujourd'hui qu'on ait osé toucher si peu que ce soit à deux des leurs. Sans doute le recours à la torture, aux aveux forcés, leur semble-t-il une pratique normale.

HAUSSE DE L'ESSENCE: ÉCHELLE MOBILE DES PROFITS

Une hausse de l'essence est prévue pour la deuxième quinzaine de juin : le super passera à 3,50 F environ.

Rien de neuf malheureusement dans cette décision, pour nos porte-monnaie. C'est la quatrième hausse en six mois !

Comme d'habitude, le gouvernement a désigné les responsables ; les pays producteurs de pétrole. Et la télévision a complaisamment mêlé cette hausse avec les commentaires sur la conférence de l'OPEP qui se déroulait à Alger et dont l'ordre du jour comportait la révision du prix du pétrole.

Pourtant la hausse de juin était prévue depuis longtemps, bien avant les dernières décisions de l'OPEP. Elle était annoncée depuis mai. Et aujourd'hui, on nous en promet une nouvelle pour août.

Tel est le petit jeu qui consiste à revaloriser sans cesse le prix de l'essence, en faisant en apparence coïncider les hausses avec des décisions de l'OPEP. Mais les compagnies pétrolières, qui ont quatre mois de stock d'avance, s'apprêtent à nous faire payer au prix fort le pétrole acheté moins cher avant mai. Il en sera de même en août. C'est un profit supplémentaire qui doit peser lourd. Les compagnies se vanteront l'année prochaine, comme elles l'ont fait cette année, du bon état de leurs bénéfices. Ainsi la Compagnie Française des Pétroles (CFP-Total) a, en 1979, multiplié par trois ses bénéfices de l'année précédente : 9,5 milliards au lieu de 3,3.

Le gouvernement peut toujours essayer de détourner l'attention et jouer le grand jeu de l'économie occidentale prise à la gorge par les factures pétrolières. Nous savons à qui les hausses profitent, aux compagnies et à l'Etat lui-même qui prélève au passage ses 60 % de taxe sur le prix du litre d'essence vendu à la pompe.

Sylvie MARECHAL

Une petite victoire de plus pour les motards

Les sociétés d'autoroutes qui gèrent l'autoroute du soleil de Paris à Marseille viennent d'annoncer qu'elles feront bénéficier les motards d'une réduction de 40 à 50 % des tarifs de péages. Parallèlement, elles ont aussi annoncé la suppression de cette même autoroute des parties rainurées, bête noire des motards qui risquaient l'accident, ainsi que la pose de barrières de sécurité sur presque tous les terre-pleins. D'autres sociétés autoroutières annoncent d'autres réductions des tarifs.

Encore une petite victoire à mettre à l'actif des motards qui, depuis des mois, se battaient en particulier contre les différents rackets qu'on leur fait subir. Manifestations impressionnantes de motards, provoquant parfois des embouteillages monstres, occupations de péages d'autoroute pour laisser passer les usagers gratuitement, quêtes symboliques auprès des automobilistes en faveur des vieux pour rappeler l'escroquerie de la vignette-auto qui leur était soi-disant destinée, les actions des motards se sont multipliées ces derniers mois.

Et ce ne sont pas les menaces de Barre ou autre qui les ont démontés et intimidés, bien au contraire. On les avaient menacés de leur confisquer leur moto s'ils manifestaient, on les a menacés de la police. Depuis des mois, on essaie de les empêcher d'organiser des concentrations régulières dans les grandes villes comme à la place de la Bastille à Paris, et rien n'y a fait, les manifestations se sont poursuivies.

Et le gouvernement a déjà dû reculer en partie sur la vignette pour les motards.

Aujourd'hui, ils obtiennent des réductions sur les autoroutes : cela prouve que la détermination dont font preuve les motards est payante. Et c'est bien un succès à mettre au compte de leur lutte.

Pierre VILMA

Non à la poubelle nucléaire de Saint-Priest-La-Prugne !

Les manifestants procèdent à l'enterrement symbolique du projet de stockage de déchets nucléaires à Saint-Priest-La-Prugne.

Venant des départements de la Loire, de l'Allier et du Puy-de-Dôme, ils étaient un millier à se retrouver au début de l'après-midi du dimanche 8 juin pour protester contre le stockage de déchets nucléaires à St-Priest-La-Prugne. A l'appel des comités locaux pour la défense et la sauvegarde des Bois Noirs et de la montagne bourbonnaise et de divers mouvements écologistes, ils étaient partis à pied de Ferrière-sur-Sichon (Allier) ou de Tulière (Loire) ; d'autres, en vélo, en voiture, les rattrapant, et tous se rassemblaient pour un pique-nique dans un champ face au site de la mine qui cesse d'être exploitée pour l'uranium et qui a été choisie pour stocker des déchets radioactifs.

Plusieurs élus locaux, des représentants des comités locaux ont pris la parole pour s'opposer au projet de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et expliquer les risques que fait courir l'implantation d'une poubelle nucléaire pour la montagne et surtout les eaux qui desservent 120 communes alentour, et concernent au moins 300.000 habitants. A cette occasion ont été rappelés les propos de Giscard lui-même qui prétendait **« qu'il n'imposerait jamais le nucléaire aux populations ».**

Mais parce que le CEA (commissariat à l'Energie atomique) est propriétaire des terrains de la mine de Saint-Priest, l'ANDRA estime pouvoir se passer de l'accord de la population et des pouvoirs locaux. Elle explique même, pour imposer le centre de stockage, que la population de Saint-Priest-La-Prugne, suite à l'exploitation de la mine pendant vingt ans, a **« une tradition nucléaire »** ! Mais comme l'expliquait la femme d'un mineur retraité de la mine d'uranium, en fait de « tradition nucléaire », **« nous avons trop côtoyé le danger pendant l'exploitation de la mine pour savoir ce que l'on peut attendre maintenant ».**

Et pour exprimer le sens de leur action, les manifestants procédèrent à l'installation d'un cadran solaire, à la plantation d'un arbre, et à l'enterrement symbolique du projet.

Des retraites de plus en plus grignotées

Comme toutes les autres catégories sociales, les cinq millions de retraités voient leur niveau de vie baisser. Et cette année la baisse est telle que les statistiques officielles ne peuvent même plus la masquer. On nous annonce, alors que bon an mal an, depuis 1945, les retraites sécurité sociale s'étaient améliorées et avaient suivi les hausses du coût de la vie, que cette année, elles seraient en diminution.

Ces statistiques s'appuient sur des chiffres de l'année dernière. Et le gouvernement s'apprête à amputer encore des pensions qui pour de nombreux retraités sont déjà insuffisantes, puisque à partir du 1er juillet les retraités devront payer des cotisations pour la Sécurité sociale (1 % sur les retraites de base et 2 % sur les retraites complémentaires). Comme si les retraites n'étaient pas déjà le produit des cotisations de toute une vie. C'est dire l'iniquité de ce nouveau racket de la part du gouvernement. Il ose justifier ces mesures par le déficit de la Sécurité sociale et par la crise qu'il faut bien partager, même lorsqu'on est retraité. Mais le partage se fait à sens unique et ce sont toujours dans les mêmes poches qu'on puise.

P.V.

Italie

Après les élections régionales: les perspectives de participation gouvernementale sont de plus en plus réduites pour Berlinguer

Les élections qui se sont déroulées les 8 et 9 juin en Italie avaient pour but le renouvellement des Conseils régionaux, sortes de petits Parlements qui gèrent les régions italiennes. Mais elles étaient attendues aussi et surtout comme un test politique à l'échelle nationale, permettant de juger de l'évolution des rapports de force entre les partis sur le plan électoral, et notamment des rapports de force entre la Démocratie Chrétienne, principal parti gouvernemental, et le Parti Communiste ; le Parti Socialiste jouant, entre les deux, le rôle de troisième partenaire.

AVANT LES ELECTIONS : LE PCI DANS L'OPPOSITION CONSTRUCTIVE

Car cela fait maintenant près d'un an et demi que le parti de Berlinguer est retourné à l'opposition, une opposition « constructive » certes, telle que la conçoivent les dirigeants du Parti Communiste Italien, mais une opposition quand même. Auparavant, de juin 1976 à janvier 1979, le PC s'était carrément engagé aux côtés du gouvernement démocrate-chrétien, d'abord sous la forme de la « non-défiance » (c'est-à-dire en s'abstenant en sa faveur), puis en faisant partie purement et simplement de la majorité gouvernementale, de mars 1978 à janvier 1979.

Mais le PC était le grand perdant de cette combinaison politique. Soutenant la politique de la Démocratie Chrétienne, il se déconsidérait autant qu'elle, et même plus, sans pour autant que la Démocratie Chrétienne accepte en échange de le laisser accéder aux postes gouvernementaux. Le PC était admis à soutenir, mais pas à participer. C'est pourquoi ses dirigeants décidèrent, finalement, de ne pas continuer l'expérience. Les élections législatives de juin 1979, il y a un an, confirmèrent d'ailleurs les pertes du PCI. Celui-ci n'obtint plus que 31,8 % des voix, contre 34,4 % aux législatives de 1976, année où il obtint le meilleur résultat de son histoire, et où il sembla arriver aux portes de la participation gouvernementale.

Un an après ce reflux électoral, les dirigeants du PC italien espéraient sans doute que le retour à l'opposition leur aurait permis d'enrayer cette baisse de leurs voix, et même peut-être de progresser à nouveau, aux dépens de la Démocratie Chrétienne et du Parti Socialiste. Cela leur aurait fourni un argument pour réclamer de nouveau avec un peu plus de force une participation gouvernementale.

LES RESULTATS DES ELECTIONS ET LES GAINS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Eh bien, la cure d'opposition de Berlinguer sera sans doute plus longue qu'il ne l'avait espéré. Car, aux élections régionales de dimanche dernier, les voix du PC descendent un peu en dessous du niveau de l'an dernier, avec 31,5 % des voix. Cela reste une perte importante, si l'on compare aux précédentes élections régionales, il y a cinq ans, en 1975, qui virent le début de la montée du PC, avec 33,4 % des voix.

Quant à la Démocratie Chrétienne, elle perd certes un peu, avec 36,8 % des voix contre 38,1 % l'an dernier. Mais aux régionales de 1975, elle était descendue à 35,3 % des voix. Et finalement, elle confirme que, tout en se maintenant envers et contre tout au pouvoir, elle peut garder l'essentiel de ses voix et rester l'axe obligé de toute coalition gouvernementale.

Mais le pire pour Berlinguer n'est sans doute pas là. Il peut se satisfaire du fait que le PC, même s'il ne se redresse pas, a au moins cessé de baisser et maintient l'essentiel de ses positions dans les Conseils régionaux. Il pouvait s'attendre, aussi, à voir la Démocratie Chrétienne se maintenir à peu près. Non, le pire pour le PC est la progression du troisième partenaire, le Parti Socialiste Italien de Bettino Craxi. Celui-ci, en effet, obtient 12,7 % des voix contre 9,9 % l'an dernier, et 12 % aux régionales d'il y a cinq ans, résultat qui était resté exceptionnel.

Or ce résultat intervient trois mois à peine après que le PSI eut rejoint le bercail gouvernemental, en acceptant de former avec la Démocratie Chrétienne une coalition de centre-gauche. Depuis six ans, exactement depuis 1974, le PSI avait abandonné cette politique. Estimant qu'il ne fallait pas faire au PC le cadeau de le laisser seul dans l'opposition, jeu auquel le PC était le seul gagnant, le PS calquait depuis 1974 sa position sur celle du PC. Il refusait de s'engager seul aux côtés de la Démocratie Chrétienne, si le PC n'était pas associé d'une façon ou d'une autre.

Mais cette cure d'opposition du PS ne lui a rien rapporté. D'une élection à l'autre, ses résultats se sont amenuisés. Tant et si bien que, en mars dernier, malgré l'opposition d'une forte fraction de son parti, Bettino Craxi a décidé qu'il était temps de retourner à la mangeoire gouvernementale. Il a fourni ainsi à la Démocratie Chrétienne l'appoint nécessaire pour gouverner en s'appuyant sur une confortable majorité de centre-gauche, et pour supporter sans inconvénient l'opposition du PC.

Du coup, c'est une sorte de prime à la participation gouvernementale que le PS a touchée aux élections de dimanche dernier. Une prime qui ne pourra que renforcer au sein du PS ceux qui, avec Bettino Craxi, ont fait le choix de « lâcher » le PC. Et c'est cela qui éloigne plus que jamais, pour Berlinguer, les perspectives de participation gouvernementale du PC.

Après le résultat des élections, Berlinguer voué à rester encore dans l'opposition. *(AFI*

LA PROGRESSION DES ABSTENTIONS

Tout cela ne change certes pas grand-chose pour les travailleurs italiens. Que le PC soit ou non dans l'opposition, sa politique électoraliste ne leur offre guère de perspectives. Son attitude de ces dernières années oscille en tout et pour tout du « oui » franc et ouvert à l'austérité, lorsqu'il espère décrocher une participation gouvernementale, au « oui, mais » à l'austérité, quand il n'en espère pas. Et le plus important peut-être dans ces élections est la notable progression des suffrages blancs et nuls et des abstentions : un nombre de plus en plus grand de travailleurs sont las de ces élections répétées qui ne servent à rien, qu'à faire succéder, à un gouvernement anti-ouvrier, un autre gouvernement anti-ouvrier...

En tout cas, en Italie tou comme en France, il se confirm que les Partis Communistes do vent se résoudre à voir s'éloigne les perspectives de participatio gouvernementale qu'ils entr voyaient ces dernières année Le PCF en a tiré les conséque ces, depuis deux ans, en durci sant le ton. Le PCI l'a durci aus depuis un an, quoique d'un façon plus mesurée. Les résu tats de dimanche le confirm ront sans doute dans cette voi

André FRY

Irlande du Nord :

Les prisonniers de Sa Majesté

Nous avons reçu une déclaration de prisonniers de guerre républicains irlandais, adressée *« aux travailleurs et au mouvement ouvrier anglais »*, qui dénonce les conditions de détention que réserve à certains d'entre eux le gouvernement anglais. Les passages que nous en extrayons résument toute l'horreur de leur détention. Le gouvernement anglais n'a vraiment rien à envier dans ce domaine aux dictatures.

« Le bloc H, ainsi appelé à cause de sa forme en H, est le dernier d'une longue série de centres de torture britanniques pour interner et torturer les classes travailleuses nationalistes irlandaises. Il y a huit blocs H situés au cœur de l'infâme camp de concentration de Long Kesh, un ancien camp d'internement. (...)

A présent, il y a plus de 360 prisonniers républicains incarcérés dans quatre de ces blocs H, dont chacun coûte un million de livres. (...)

A présent, nous gisons dans des cellules froides, humides et répugnantes, qui sont infestées d'asticots et de mouches qui prospèrent sur des monceaux d'ordures putréfiées et pourrissantes qui tapissent le sol à côté des mares d'urine puantes. Il y a des excréments humains partout et la puanteur est insoutenable. Nous dormons sur des matelas de mousse le plus souvent saturés d'humidité causée par l'arrosage du tuyau nocturne prodigué par nos gardiens. Le sol est à la fois nos toilettes et notre salle à manger ; maladie, urticaire et plaies sévissent. Nos corps blancs, nus et fantomatiques, nos barbes tailladées, nos yeux perçants dans des visages émaciés forment des silhouettes squelettiques connues sous le nom d'hommes-couvertures du bloc H.

Voilà les conditions que Cardinal O'Fiach a comparées à celles des habitations dans les conduits d'égouts de Calcutta. Voilà les blocs H dans lesquels nous, les 360 Irlandais nus, sommes battus à vif, barbes et cheveux tondus, et sommes plongés de force dans un bain où se mêlent un désinfectant qui nous ronge et notre propre sang. (...)

Nous sommes des hommes en train de mourir dans le bloc H : pouvez-vous imaginer des hommes vomissant des centaines de vers, paralysés par des douleurs musculaires dues aux années sans exercices physiques, des hommes jeunes vieillis avant l'âge, à la limite de la démence et de la mort ? Voilà les droits de l'homme en Irlande, voilà le bloc H, suprême résumé des droits de l'homme anglais en Irlande, appliqués par votre gouvernement, maintenus par vos troupes et ratifiés par votre consentement. »

Afghanistan

LES TROUPES RUSSES TENUES EN ÉCHEC

Les combattants nationalistes afghans sont décidés à lutter contre l'intervention russe. *(AFP)*

Selon les informations retransmises par les envoyés spéciaux des gences de presse et des jour-aux Le Monde, Le Figaro **et** rance-Soir, **de nouveaux ren-orts de troupes russes — dix ille hommes — seraient arrivés Kaboul au début de la emaine, pour faire face à une xtension de la lutte menée par s combattants nationalistes ghans. Quant à ces derniers, s bénéficieraient de l'appui uasi unanime de la population ontre les troupes d'occupation aïes de tous, et contrôleraient ême certaines provinces. armée afghane, elle, serait mplètement disloquée après u'une majorité de ses effectifs t déserté avec armes et baga-es et rejoint les maquis. Les oldats restant auraient même é désarmés, de peur qu'ils ne onnent leurs armes aux insur-és.**

Toutes ces informations ne nt peut-être pas vérifiables. ais il est incontestable que les oupes russes ont à faire face à e guerre de guérilla qui, epuis plus de cinq mois, ne se isse pas réduire et qui a même é relayée ces dernières semai-es par des manifestations dans s villes, en particulier à Kaboul la jeunesse des écoles est scendue dans la rue.

En fait, jamais jusque-là les oupes russes n'avaient été gagées dans une telle guerre usure. En Hongrie, en 1956, es avaient repris à coups de non les quartiers ouvriers surgés. En Tchécoslovaquie, s chars russes avaient coupé urt à la mobilisation popu-re. Mais jamais encore les mées d'occupation de la reaucratie russe n'avaient été rcelées pendant des mois par e véritable guérilla. Et il est en probable qu'elles ne ttendaient pas à une telle sistance, d'autant plus diffi-e à écraser, dans un pays de utes montagnes, que les gué-eros ont une longue expé-nce des révoltes contre le pou-ir central et surtout que l'inter-ntion russe elle-même semble oir attisé la révolte de toute la pulation.

La presse rapporte que les troupes russes, mécontentes de cet exil qui s'éternise dans de mauvaises conditions, n'auraient guère le moral, se livreraient aux combines et au troc, y compris de leurs propres armes. Il faut dire q'elles s'attendaient à trouver des « brigands impérialistes », et ce sont des lycéennes qui défilent dans les rues en criant « A bas les Russes » ! **On leur avait dit qu'il fallait aider la population, et on les envoie raser des villages. Les soldats soviétiques d'origine asiatique envoyés au début auraient même dû être rapatriés et remplacés par des soldats russes. C'est vraisemblable. Les minorités nationales musulmanes de l'URSS risquaient de se sentir plus proches des rebelles afghans que de leurs commandants grands-russes.**

En fait, du seul fait que le conflit se prolonge et risque de durer encore, les bureaucrates russes s'acheminent vers de nouveaux problèmes : en Afghanistan même, bien sûr, où la possibilité d'une victoire militaire rapide devient de plus en plus problématique ; mais même à l'intérieur des frontières d'URSS où, plus cette sale guerre dure, plus elle risque de susciter des oppositions au sein de la population elle-même, en particulier dans les républiques musulmanes.

Mais ces inquiétudes ne sont quand même pas assez fortes jusqu'ici pour amener les dirigeants russes à se retirer du guêpier où ils se sont fourrés. A la révolte d'un peuple qui revendique son droit à la dignité, ils répondent en envoyant une armée de 125 OOO hommes. Les bureaucrates bafouent le droit des peuples et font la preuve que, pas plus que l'impérialisme au Vietnam, ils ne reculent devant le recours au meurtre et au pillage

François ROULEAU.

Corée du Sud

Les militaires se vengent

Les témoignages se succèdent sur la répression en Corée du Sud et ils sont accablants sur les atrocités commises par l'armée sud-coréenne à Kwangju.

Depuis que l'armée sud-coréenne a repris le contrôle de cette ville, elle se livre à un véritable bain de sang. Des troupes littéralement droguées par leurs chefs se seraient livrées à des actes de barbarie sans nom. Il est impossible de dénombrer les morts. C'est par centaines qu'hommes, femmes et enfants ont été assassinés, éventrés à coup de baïonnettes en pleine rue. Certains parlent de 2 000 morts et de 15 000 blessés.

Et tout cela sous la bénédiction des USA et de l'armée américaine, fidèle pilier d'un régime haï par la population tout entière.

Aujourd'hui, le régime se venge avec férocité de la peur qu'il a eue devant la révolte générale de la province de Kwangju, qui l'a tenu en échec pendant plus d'une semaine, le mois dernier. Et sa vengeance est bien à la mesure de sa peur.

La moindre allusion dans la presse à cette vengeance sanglante met le régime en rage. C'est ainsi que huit journalistes du quotidien **Kyung Hyang** ont été jetés en prison pour avoir simplement fait état des déclarations d'un évêque japonais sur la répression en Corée du Sud. L'agence de presse japonaise Kyodo, à Séoul, a vu fermer ses bureaux et expulser son directeur pour avoir rendu compte de manière trop véridique de la répression à Kwangju.

Plus que jamais, le régime veut écraser toute la population sous sa botte. Il voudrait bien étouffer définitivement tout esprit de résistance et faire un exemple qui le mette à l'abri de nouveaux soulèvements.

L'ordre des militaires règne et Carter peut être satisfait. Il se contente de constater bien hypocritement que ses alliés sud-coréens **« ne partagent pas nos critères concernant le respect des droits de l'homme »,** mais que ce n'est pas pour cette « simple raison » que les USA peuvent rompre leurs relations avec leurs alliés, amis et partenaires commerciaux.

Tant que les grandes firmes occidentales pourront continuer à faire des profits énormes sur le dos du peuple coréen, les pires dictatures bénéficieront du soutien de l'impérialisme.

Anne GARBE.

Réfugiés cubains :

retour à l'envoyeur ?

Le président Carter a ordonné l'expulsion de 700 Cubains, jugés indésirables, parmi les 112 000 qui se sont réfugiés aux USA depuis le mois d'avril. Il s'agirait pour la plupart de criminels de droit commun. Mais les autorités américaines chercheraient aussi à se débarrasser des malades mentaux et des « fauteurs de troubles », c'est-à-dire tous ceux qui, révoltés par la lenteur des formalités administratives, cherchent à s'échapper des camps, et en particulier ceux qui ont participé à l'émeute du camp de Fort Chaffee le 1er juin dernier.

Décidément, la situation s'est renversée, depuis ces jours où les réfugiés s'entassaient à l'ambassade du Pérou à La Havane. Les gouvernements occidentaux n'avaient pas manqué d'exploiter politiquement cette affaire, en s'indignant que le régime cubain refuse de laisser sortir du pays ceux qui le désiraient. Et Carter tout le premier y avait vu l'occasion d'une bonne petite opération publicitaire pour lui-même, en déclarant au mois de mai que les réfugiés seraient reçus **« à cœur ouvert et à bras ouverts ».**

Mais l'opération publicitaire a tourné court: Car dans le « paradis capitaliste » des Etats-Unis, où le chômage touche plus de huit millions de personnes, l'arrivée de ces réfugiés, même fuyant le régime de Fidel Castro, a surtout provoqué des réactions d'hostilité. Et en fait de bras et de cœurs, tout ce qui a été ouvert à ces Cubains, ce sont ces sinistres camps baptisés « d'accueil », mais ressemblant bien plus à des camps de détention, comme celui de Fort Chaffee.

Les réfugiés cubains à El Paso (Texas) : derrière les barbelés ils peuvent toujours contempler le paradis américain. ***(AFP)***

Alors, après avoir vitupéré à qui mieux mieux le gouvernement cubain pour ne pas laisser ces gens partir comme ils l'entendaient, les moyens d'information se scandalisent aujourd'hui, tout au contraire, de ce qu'il se soit ainsi débarrassé de gens qualifiés de criminels et d'asociaux. Et Carter lui-même se paye le ridicule d'envoyer son secrétaire d'Etat faire des démarches auprès du gouvernement cubain... pour qu'il veuille bien reprendre une partie des réfugiés.

Bref, Carter qui voulait mettre Castro en difficulté se retrouve piégé à son tour. Mais les vraies victimes de sa démagogie, ce sont les dizaines de milliers de gens qui ont cru un instant au paradis américain.

Jean-Louis CHAMPENOIS.

Cisjordanie

L'ÉTAT SIONISTE CONTRE LES PALESTINIENS

Cela fait treize ans maintenant qu'Israël exerce sa domination sur ce qu'on appelle « les territoires occupés », c'est-à-dire sur Gaza, le Golan et la Cisjordanie, conquis après la guerre de 1967 sur les pays arabes voisins... Treize ans qu'au problème des réfugiés palestiniens, chassés de chez eux lors de la guerre de 1948, s'est ajouté celui du sort des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, c'est-à-dire de plus d'un million deux cent mille personnes qui vivent sous le joug direct de l'armée d'occupation israélienne.

Les gouvernements israéliens qui se sont succédé ont parfois laissé entendre que, au moins pour la Cisjordanie, ils accepteraient de discuter du sort des Palestiniens quand les Etats voisins reconnaîtraient Israël et feraient la paix avec elle. Mais ils ont agi comme si ces territoires étaient définitivement acquis.

Le gouvernement Begin, composé en majorité de partisans du « Grand Israël », n'a fait que continuer la politique des gouvernements travaillistes qui l'ont précédé, en particulier en ce qui concerne l'installation de « colonies », c'est-à-dire de fermes militaires, sur les territoires occupés.

Au début, le gouvernement israélien prétendait, au moins vis-à-vis de l'opinion internationale, que l'implantation de ces colonies était liée à des préoccupations de sécurité militaire.

Mais ces dernières années, ces colonies se sont installées en majorité au cœur même de la Cisjordanie, là oú la population arabe est la plus dense, et elles y constituent pour cette dernière une provocation constante.

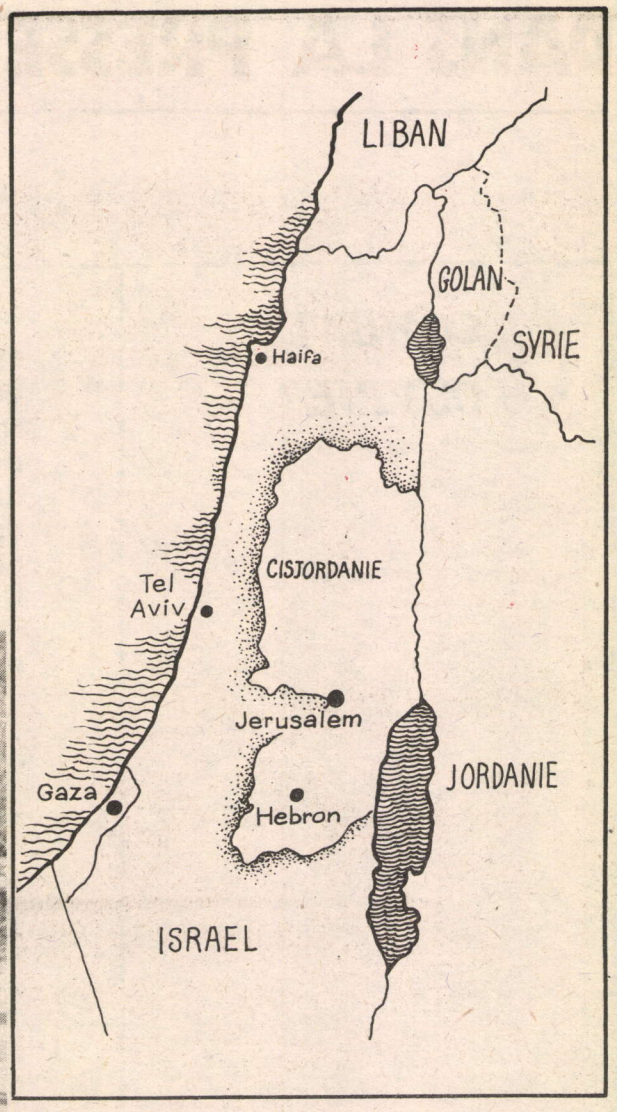
Aujourd'hui, le nombre de ces colonies s'élève à 122, et elles regroupent au total 20.000 colons. Plusieurs dizaines d'autres devraient voir le jour.

La grande majorité des territoires occupés appartenaient au souverain jordanien et les agriculteurs les cultivaient sans problème. Depuis deux ans, toutes ces terres ont été enregistrées au nom de l'Etat d'Israël, qui en devient l'unique propriétaire. Les Palestiniens spoliés peuvent être ainsi chassés « légalement » du jour au lendemain pour permettre l'installation de colonies. Quant aux terres appartenant à des Arabes, le gouvernement en expulse les propriétaires pour de prétendues raisons de sécurité. Il s'est avéré que, dans au moins cinq villages, l'armée a jeté du défoliant sur des terres cultivées pour détruire les récoltes et contraindre ainsi les villageois à aller gagner leur vie ailleurs.

Depuis quelque temps, cette politique touche les villes arabes elles-mêmes. C'est ainsi qu'à Hébron, avec l'appui militaire et financier du gouvernement Begin, se sont installés des membres du Goush Emounin, provocation israélienne à laquelle a répondu l'attentat du 2 mai dernier.

A chaque expulsion, à chaque expropriation, c'est la riposte : grève générale des Palestiniens, comme à Hébron en mars 1980, grèves de commerçants, de lycéens et d'étudiants, manifestations, bagarres.

Car les Palestiniens savent que les desseins de l'Etat israélien consistent à s'implanter en Cisjordanie et à Gaza et à faire de sa domination sur ces régions un fait irréversible. Guy FICHET



Une armée terroriste

Après l'attentat du 2 mai 1980 à Hébron, au cours duquel six colons juifs ont péri, la répression du gouvernement israélien s'est renforcée.

Contre une population unanime dans son opposition à l'occupation israélienne et à la colonisation, Begin a lancé l'armée sioniste.

La censure militaire tente d'interdire toute information en provenance de la Cisjordanie.

Néanmoins des soldats israéliens, révoltés par ce qu'ils ont vu et par les ordres de leurs officiers — accompagnés de militants du Goush Emounim (Bloc de la Foi) organisation d'extrême-droite — ont apporté leurs témoignages à la Ligue des droits de l'homme d'Israël et à un député israélien de gauche, Uri Avneri.

L'un d'entre eux écrit : **« Dès notre arrivée dans la région du mont Hébron, nous avons eu la visite d'un membre de l'administration militaire, accompagné d'un colon de Kyriat Arba qu'on nous a présenté comme un officier, bien qu'il soit en civil ce jour-là. (...) Dans leurs discours, ils disaient en clair que les Arabes** « ne sont pas des gens comme ceux que nous connaissons » **et** « qu'il faut les traiter comme des animaux que l'on doit dresser » **(...) Pour le tabassage, ils nous ont donné des conseils :** « S'ils résistent, il faut briser les os du père et des enfants plus âgés. Mais s'ils ne résistent pas et en particulier si le père implore ou supplie devant ses enfants, il faut le gifler plusieurs fois et se contenter de ça » **(...) Ils nous ont conseillé de briser les postes de télévision, ou les meubles du salon, ou encore le lit conjugal des parents. (...) Les gens du gouvernement militaire et ceux du Bloc de la Foi félicitaient en public les soldats et les officiers qui s'étaient particulièrement distingués dans le tabassage d'Arabes, et encore plus ceux qui obligeaient leurs victimes à s'humilier, par exemple en leur faisant dire :** « Merci à vous de me frapper et de faire de moi un homme ».

Un autre soldat raconte : **« On nous a dit** « Vous êtes les supporters de l'équipe de football Betar Jerusalem. Vous êtes souvent prêts à frapper des supporters d'autres équipes de football qui sont pourtant des Juifs. Alors pourquoi ne frapperiez-vous pas plus fort des Arabes ? »

Un réserviste de trente ans témoigne : **« Les mères qui savaient déjà ce qui attendait leurs enfants prenaient les plus jeunes et les protégeaient de leurs corps, mais cela ne servait à rien. Elles étaient battues et on leur disait en arabe :** « Si tu ne lâches pas ton fils, il sera battu encore plus fort ».

Enfin, des soldats ajoutent : **« Afin de sortir en opération, nous reçûmes des instructions d'un officier supérieur du gouvernement militaire, qui nous a dit :** « Tout homme que vous attrapez hors de chez lui, vous le frappez d'abord avec les matraques sur toutes les parties du corps, sauf sur la tête. Pas de pitié : brisez tous leurs os ! »

Ces exactions sont-elles la règle ? C'est difficile à dire. Mais ce qui est sûr, c'est qu'elles sont bien dans la logique des choses. L'armée israélienne est une armée d'occupation, qui a contre elle toute la population.

A chaque fois que des Palestiniens lèvent la tête, elle frappe, appliquant une politique de représailles collectives — par exemple les destructions de maisons, les arrestations, les humiliations, et les sévices. Mais à chaque fois, elle exacerbe la colère et la résistance de la population.

Et tant que durera l'oppression du peuple palestinien, et donc la politique sioniste qui l'inspire, aucune paix ne sera possible, et les soldats israéliens continueront à faire le sale travail de toute armée d'occupation au milieu d'un peuple hostile.

Vers un nouveau Camp David?

Carter, par la voix de son nouveau secrétaire d'Etat, Muskie, vient de prendre une nouvelle fois l'initiative de la réouverture des négociations entre Israël et l'Egypte.

Muskie exhorte Israéliens et Egyptiens à se rencontrer à nouveau. Il a même été jusqu'à parler **« d'un ouragan de destruction, s'ils ne s'entendaient pas dans l'avenir ».**

En réussissant en septembre 1978 à faire signer à Camp David un accord entre Begin et Sadate, qui s'engageaient à ouvrir des négociations sur un processus de paix entre les deux pays, Carter avait remporté un succès personnel non négligeable. Il avait voulu donner à cette occasion l'image d'un habile diplomate. Aujourd'hui, il essaie de récidiver.

Seulement, cette fois, la tâche est plus difficile. Parce que les illusions de paix ont fait long feu : personne ne croit plus en effet que les accords entre Israël et l'Egypte constituent le début d'un processus de paix pour tout le Moyen-Orient.

Mais surtout parce qu'Israël ne tient pas à trouver un accord avec les Palestiniens de Cisjordanie. Car autant Israël était prêt à un accord avec l'Egypte et à normaliser ses relations avec ce pays — c'est son but depuis sa création ! — autant il ne veut rien céder aux Palestiniens. Même l'autonomie lui semble dangereuse, parce qu'elle pourrait aboutir à la création d'un Etat palestinien.

Et les Etats-Unis peuvent bien condamner par des déclarations certains aspects de la politique israélienne ; ils peuvent inciter Israël à avoir une attitude plus souple vis-à-vis de l'Egypte ; mais ils ne feront rien pour contraindre Israël au Moyen-Orient à modifier sa politique. Parce qu'ils ne veulent pas prendre le risque d'affaiblir le seul pays qui est leur allié inconditionnel, stable et sûr, au Moyen-Orient.

C'est bien pourquoi les déclarations actuelles de l'administration américaine sur la volonté de relancer les négociations entre Israël et l'Egypte ne sont qu'une manœuvre pré-électorale du candidat Carter.

Laurence VINON

DANS LA PRESSE D'EXTREME-GAUCHE:

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Une mise au point du Comité d'Occupation des terres de Capesterre

Dans son numéro du 7 juin 1980, *Combat Ouvrier* rappelle les circonstances et les raisons de l'occupation, depuis plusieurs semaines, de terres appartenant à de grands propriétaires fonciers et à des sociétés, par des paysans pauvres et des chômeurs de Capesterre, en Guadeloupe.

A la suite de l'action engagée par des centaines d'ouvriers agricoles, de jeunes chômeurs et de quelques petits artisans, des terres en friche situées dans la région de Mineur et de Marquisat ont été occupées.

Pourquoi et dans quel but ?

1) Pour riposter à une situation créée par les gros propriétaires, Max Martin en particulier. Ces gros patrons de la banane, bien qu'ayant touché des indemnités pour les dommages créés par le cyclone, ont mis au chômage des dizaines de travailleurs agricoles.

Pendant près de 8 mois, les ouvriers agricoles ont subi le chômage, périodique ou total, les retards de paiement de salaire, le non-versement des maigres indemnités prévues pour compenser les pertes dues au cyclone.

2) Pour riposter aux attaques incessantes du gros capitaliste Max Martin, qui ne cessa pendant plusieurs mois d'agresser les travailleurs, allant jusqu'à frapper de 2 coups de crosse de révolver un ouvrier.

3) Même dans la période où les ouvriers agricoles ont du travail dans la banane, leurs salaires sont trop faibles pour leur permettre de vivre correctement. Ils ont besoin d'un revenu supplémentaire.

4) Les jeunes chômeurs qui sont dans le mouvement ont aussi le droit de lutter pour leur avenir. Ils ne veulent plus qu'on leur dise de partir en France chercher du travail.

En réclamant un morceau de terre de 20 sur 50 mètres, ils réclament simplement d'avoir la possibilité de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires en cultivant cette terre.

Qui est dans le mouvement et qui le dirige ?

Le Comité d'Occupation est en possession d'une liste de 300 occupants et d'une liste d'attente d'une centaine de personnes.

Les terres ont été attribuées en majeure partie à des ouvriers agricoles travaillant dans des plantations de banane, et ensuite à des jeunes chômeurs. Quelques petits artisans ont obtenu aussi un lot.

Chaque lot représente à peu près 20 mètres sur 50 mètres.

Cette terre servira à faire des jardins où seront plantés légumes et racines, de façon à fournir des produits alimentaires aux familles d'ouvriers agricoles occupantes. Et s'il y avait du surplus, eh bien ! toute la population de Capesterre en bénéficierait aussi. Car il y aurait sur le marché des produits vivriers, légumes, etc., à bon marché.

Le mouvement est dirigé par des ouvriers agricoles en majorité et par des chômeurs. Les occupants ont élu un comité pour diriger le mouvement. Au cours de la lutte, les ouvriers agricoles et les jeunes chômeurs ont accepté le soutien et la participation de tous ceux qui venaient réellement travailler et se battre aux côtés des occupants sous la direction du Comité d'occupation. (...)

ci-dessous un communiqué de nos camarades de Combat Ouvrier

Combat Ouvrier élève la plus vive protestation contre les interventions continuelles des forces de répression colonialistes face aux dockers et aux camionneurs en grève.

Les attaques répétées des gardes mobiles, contre les dockers le 16 mai, contre les camionneurs le 2 juin, sont significatives de la volonté de l'administration coloniale de briser par tous les moyens les luttes des travailleurs.

Le déploiement de forces nombreuses et de matériel de guerre ultra-moderne relève de la même intention : intimider d'abord, empêcher toute lutte de la population ensuite, et préparer par avance l'opinion publique à une éventuelle répression sanglante !

Les actes provocateurs des gardes mobiles ne peuvent que provoquer l'exaspération et la colère de la population laborieuse, à qui ils font ressentir avec encore plus de force qu'elle n'a aucun droit, sinon celui de se taire et d'accepter ce que l'administration coloniale et les capitalistes ont décidé.

Combat Ouvrier proteste énergiquement contre l'insulte et la provocation que constitue la présence des gardes mobiles ici en Martinique.

Combat Ouvrier estime que les travailleurs ont le droit de riposter par tous les moyens à leur disposition à ces attaques. C'est une nécessité pour eux s'ils veulent défendre leurs droits.

Combat Ouvrier soutient sans condition les luttes des dockers et des camionneurs.

---

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

Dans son numéro 922, paru le 6 juin, *Rouge* revient sur les élections qui se sont déroulées récemment au Pérou, publiant un commentaire des résultats et une interview d'Hugo Blanco, député et dirigeant du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (fondé en 1978, né de la fusion de cinq petits groupes de militants se réclamant du trotskysme et reconnu comme section péruvienne par la IVe Internationale « officielle »), commentaire et interview dont nous publions quelques extraits :

Les résultats définitifs des élections péruviennes ne sont toujours pas connus. Ils ne le seront pas avant la seconde quinzaine de juin puisqu'à peine 50 % des bulletins de vote ont officiellement été dépouillés jusqu'alors. Les grandes tendances que nous analysons, dès le lendemain du vote sont cependant globalement confirmées. (...)

Le décompte officiel des votes est cependant riche d'enseignements. D'abord, le pourcentage extrêmement élevé de bulletins déclarés nuls à cause d'erreurs faites par les électeurs : près de 20 % en moyenne. Le système de vote extrêmement complexe pénalise bien évidemment les couches plus défavorisées de la population : dans les quartiers populaires et les zones rurales, la moyenne de 20 % de bulletins nuls est largement dépassée.

Si les rapports de forces entre les principales formations bourgeoises restent les mêmes (...) le vote global de la gauche semble devoir être quelque peu supérieur à ce que laissaient prévoir les premières estimations et approcher les 20 %. (...) Les résultats partiels officiels accentuent les premières estimations et situent le PRT assez largement en tête des forces de gauche, rendant à peu près certaine l'élection d'un troisième député, membre de la direction du PRT.

Interview d'Hugo Blanco :

• Quel rapport vois-tu entre la faiblesse du vote pour la gauche et la victoire de Belaunde ?

(...)La campagne contre le « vote perdu », *pour le* « vote utile », *menée par Belaunde et ses partisans a eu un impact sur certains secteurs qui ne voyaient pas la gauche comme une alternative, à cause de ses divisions et parce qu'ils savaient que, de toute façon, les militaires s'opposeraient à une éventuelle victoire de la gauche. (...)*

• Quel sera le futur du gouvernement Belaunde ?

Ce gouvernement de Belaunde est apparemment plus fort que le précédent, durant les années soixante. (...) En réalité, il est plus faible, entre autres parce qu'il doit affronter un contexte économique beaucoup plus difficile. Mais surtout la conscience et la combativité du peuple sont très supérieures. A l'époque, c'était essentiellement le mouvement paysan qui luttait contre la bourgeoisie. Aujourd'hui, c'est la classe ouvrière et les masses urbaines qui sont à la tête de ce combat, avec derrière elles la tradition de lutte et de mobilisation contre la dictature qui s'est notamment exprimée à travers les grèves générales nationales des dernières années. (...)

• Quelle évaluation fais-tu de la campagne des différentes organisations de la gauche, et en particulier de celle du PRT ?

La campagne du PRT a été très claire : son axe était l'indépendance de classe : seul un gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux peut sortir le pays de la crise actuelle et les masses de leur misère.

Les campagnes de tous les autres secteurs de la gauche ont, au contraire, été confuses, créant l'illusion que les travailleurs peuvent — et doivent — gouverner en alliance avec les secteurs du patronat. (...)

• Quelles caractéristiques spécifiques a, selon toi, le vote pour le PRT ?

La quasi-totalité de nos votes est cohérente, c'est-à-dire que pour président, sénateur et député, le PRT a reçu un nombre à peu près équivalent de votes.

C'est un vote contre la conciliation des intérêts de classes, pour l'indépendance de la classe ouvrière. Très nombreux sont ceux qui ont écouté et compris notre propagande autour du « pouvoir aux travailleurs » *et l'ont exprimé par un vote de classe clair.*

E.D.F.-G.D.F.

Riposte aux atteintes au droit de grève

Jeudi 12 juin les syndicats, principalement la CGT et la CFDT, majoritaires, avaient appelé les personnels EDF à une nouvelle grève (des délestages à certains moments de la journée ont atteint 50 %) afin de s'opposer à l'amendement déposé par Giraud, ministre de l'Industrie, devant le Parlement le 22 mai dernier et qui revient, en fait, à réduire le droit de grève dans ce secteur.

Pas gêné pour un sou, le ministre ! Il a fait passer un texte qui prévoit *« le licenciement immédiat, sans préavis ni indemnité, pour les personnels ayant commis une infraction »* telle que *« la violation intentionnelle, (...) à quelque titre que ce soit, dans les établissements où sont tenues des matières nucléaires, (...) des lois et règlements et des instructions de l'exploitant »* (l'EDF), violation dont l'exploitant, c'est-à-dire la direction de l'EDF elle-même, sera évidemment seule juge ! Et Giraud prétend que ce n'est pas du tout pour brimer les travailleurs de ce secteur et porter atteinte à leurs droits, non, pas du tout ! Ce serait simplement parce que lui et certains de ses acolytes du gouvernement sont très, très sensibilisés aux problèmes que pose la sécurité nucléaire. Pensez ! Les conséquences de quelques arrêts intempestifs des centrales pourraient être si dramatiques qu'il vaut mieux quelques précautions...

Dans une interview publiée par *Le Figaro* du 12 juin, il en appelle d'ailleurs au bon sens de tous. Nous devons le comprendre ! *« Les Français seront juges* dit-il. *En quoi le droit de grève est-il en cause dans cette affaire ? Ou alors il faudrait comprendre que l'exercice du droit de grève puisse justifier que soit menacée la sécurité des personnes et des biens. Ce serait inadmissible. »* Mais qui peut croire en la bonne foi de pareils menteurs professionnels ?

Si le souci du gouvernement était de sanctionner fautes professionnelles patentes ou sabotages délibérés, point n'était besoin d'un projet de loi spécial. Car, que l'on sache, la loi prévoit déjà depuis belle lurette le licenciement immédiat dans ce cas-là, dans n'importe quelle entreprise du pays.

Non, le gouvernement vise bel et bien le droit de grève. Et c'est quand même un comble de les entendre invoquer, pour se justifier, la sécurité des centrales nucléaires.

En l'état actuel, le nucléaire est dangereux. Tout le monde le sait et beaucoup le disent. Et malgré cela, pour satisfaire la soif de profits d'un certain nombre de trusts, Barre et Giscard persistent et imposent le nucléaire ! Les habitants de régions où doivent être implantées des centrales n'en veulent pas : Barre et Giscard persistent quand même... Et de toute façon, quand il y a une catastrophe, leur premier réflexe est toujours de dire que ce n'est pas grave...

Quant à la sécurité dans les centrales nucléaires, elle est constamment bafouée. Et c'est justement le personnel des centrales, et pas un quelconque ministre, qui à Gravelines et au Tricastin a fait savoir qu'il y avait des fissures...

Alors, son grand souci du bien public et de la collectivité, à d'autres !

A.G.

CALENDRIER DE LUTTES, OU VÉRITABLE PLAN D'ACTION?

Manifestation du 5 juin à Paris. De débrayages en manifestations, quelles perspectives pour les travailleurs ? *(AFP)*

Du 13 mai au 5 juin, en passant par le 23 mai, ce sont trois journées nationales d'action qui ont été organisées en moins d'un mois, essentiellement à l'initiative de la CGT, les autres centrales syndicales s'y ralliant du bout des lèvres ou... pas du tout.

Mais après ? Journées de protestation et manifestations de mécontentement ne peuvent suffire. Et d'ailleurs personne ne s'attendait à ce qu'une journée d'action, ou même trois fois une journée d'action, fassent reculer patronat et gouvernement.

Elles auraient tout juste pu être un avertissement, à condition toutefois de s'intégrer dans un plan d'ensemble qui fasse sentir au patronat et au gouvernement que la classe ouvrière mettait au point les préparatifs d'une lutte sérieuse.

Est-ce un tel plan de lutte que les dirigeants syndicaux proposent aujourd'hui ?

Certains, comme la confédération FO, ne proposent pratiquement rien. La CGT, quant à elle, appelle les travailleurs à toute une série de mouvements, entreprise par entreprise, branche par branche, région par région, peut-être entrecoupée de nouvelles journées d'action. Après la journée contre la discrimination envers les salaires féminins le 6 juin, la marche des travailleurs de Picardie sur Amiens le 7, la journée dans la téléphonie et les transports le 11, la grève à l'EDF le 12, à laquelle appelaient l'ensemble des syndicats, en même temps que la grève en Lorraine (grève appelée par la CGT et la CFDT) et que des débrayages dans le papier-carton, il y aura le 19 juin une « grande initiative » de la CGT sur les bas salaires, tandis que la CFDT fera aussi quelque chose le 24 juin sur la même question.

Ce jeudi 12 juin, les coupures de courant qui affectent toute la France montrent que la grève de l'EDF est bien suivie, malgré ce que peut en dire le gouvernement.

Tous ces mouvements partiels pourraient nous faire vérifier, secteur par secteur, si les travailleurs sont prêts à la lutte.

Mais ce n'est pas le cas.

Car, pour cela, il faudrait que toutes ces actions ne soient pas sans lendemain, qu'elles s'inscrivent dans un véritable plan d'ensemble, connu de tous, permettant aux secteurs les plus combatifs d'entraîner les autres, désignant à chaque étape l'action suivante pour que les travailleurs, dans chaque secteur, puissent en discuter, s'y préparer, pour donner les moyens aux plus décidés de convaincre les hésitants. Il faudrait que ces mouvements s'inscrivent clairement dans la perspective de la préparation de la grève générale sur des objectifs qui puissent concerner tous les travailleurs.

Alors oui, les débrayages prévus permettraient réellement aux travailleurs de vérifier combien dans chaque secteur sont d'accord et prêts pour l'étape suivante.

Alors il faut que nous sachions que la tactique actuelle des directions syndicales ne fera pas ravaler leur morgue et remballer leurs projets anti-ouvriers au gouvernement et aux patrons. Ceux-là commenceront à nous craindre, le jour où ils sentiront peser la menace ouvrière, où ils verront que partout nous sommes prêts à partir en grève, le jour où nous nous engagerons dans la lutte ; cette lutte dont nous ne pourrons pas faire l'économie.

Les nettoyeurs de Roissy en grève depuis plus d'un mois

Papiers, journaux jonchant le sol : Roissy n'a plus l'aspect luxueux d'un aéroport recevant essentiellement une clientèle de voyages d'affaires, mais ressemble au métro il y a quelques semaines. Car les 130 nettoyeurs de Roissy sont en grève depuis plus d'un mois et malgré les nettoyages faits par des employés venus d'ailleurs, sous la protection de la police, leur grève continue, et elle se voit. Comme ceux du métro, les nettoyeurs de Roissy, en majorité immigrés, demandent une augmentation de leur salaire. Des grévistes nous ont expliqué comment se déroule leur mouvement :

« C'est depuis mars que nous sommes salariés de l'USP. Avant, nous étions salariés d'une autre société. Mais l'Aéroport de Paris a mis fin au contrat et a passé un marché qui lui revient moins cher avec l'USP.

Alors en mars, quand nous avons touché la paye, nous avons eu 2 100 F, d'autres 2 080, 2 000 F, certains moins que le SMIC, alors qu'avant on était à 14,37 F de l'heure. Depuis, cela ne s'est pas amélioré. Des heures supplémentaires n'étaient pas payées, il y avait des erreurs sur la paye. Alors nous nous sommes mis en grève le 11 mai pour 2 800 F par mois, le 13e mois, les heures du dimanche payées à 100 %, une prime de panier. Et nous demandons le paiement des heures de grève. On n'en a rien à faire, que l'aéroport ait passé un contrat moins cher avec l'USP : c'est son problème ! Ils veulent casser la grève. Ils ont fait nettoyer plusieurs fois par des nettoyeurs de l'USP amenés d'autres entreprises, avec la protection de la police. Samedi 8 et lundi 10 encore, ils ont fait nettoyer ainsi, et la police nous a empêchés de circuler dans l'aéroport et nous a mis dehors jusqu'à 3 heures du matin. L'Aéroport de Roissy répond à nos revendications : « Ce n'est pas moi ». Et l'USP dit la même chose. Mais tous les jours on vient ; les trois équipes viennent à leurs horaires, et nous nous réunissons chaque jour. »

dans les entreprises...

RHÔNE-POULENC (Vitry)

Les travailleurs de chez Margat victorieux

Chez Rhône-Poulenc, à Vitry, le nettoyage des bureaux, des sols et de la vaisselle d'un certain nombre de laboratoires est effectué par des travailleurs d'une entreprise extérieure, Margat. Sur Rhône-Poulenc, cette entreprise compte une quarantaine de salariés, en majorité des femmes de nationalité portugaise. Mi-mai, quand Margat annonça qu'il diminuait le nombre d'heures supplémentaires, ce fut la colère. En effet, les salaires étaient jusqu'alors si bas — 2.300 F — que la plupart des travailleurs effectuaient des heures supplémentaires pour arrondir les fins de mois.

Si au début, le mouvement est donc parti sur les heures supplémentaires, très vite, après discussions avec les délégués FO, les femmes se sont mises d'accord sur le fait que ce qu'il leur fallait, c'était un salaire correct pour 40 h de travail. Une réunion à laquelle ont participé tous les travailleurs de chez Margat élabora alors les revendications :

— 600 F pour tous ;

— Salaire minimun d'embauche à 3.000 F ;

— A travail égal, salaire égal ;

— Amélioration des conditions de travail ;

— Paiement des heures de grève.

Revendications qui doivent permettre aux femmes de ménage Margat de percevoir le même salaire que les femmes de ménage Rhône-Poulenc qui effectuent le même travail.

Et jeudi 29 mai, tous les travailleurs étaient là pour dire à Margat les revendications et dire qu'ils en avaient « assez d'être traités comme des esclaves ». « C'est tout de suite que nous voulons une réponse. On ne reprendra pas le travail avant ».

Le lendemain, la grève était votée à l'unanimité. Dès l'après-midi, les femmes s'organisèrent pour informer les autres travailleurs de Rhône-Poulenc et leur demander de ne pas faire le travail à leur place : des ingénieurs et même des chefs de service avaient fait pression sur les ouvrières RP pour qu'elles fassent la vaisselle...

Mardi matin, à 8 h, Margat était là : « Voici le maximum de ce que je peux faire : 3000 F brut à l'embauche ; 10 %, pour les autres ».

Après une courte interruption pour faire les calculs, les femmes furent unanimes : « Ça ne fait pas le compte ! Il nous faut 2.800 F net ».

Dès 15 h, l'après-midi du même jour, Margat revenait avec de nouvelles propositions :

— Salaire d'embauche à 3.200 F brut (2.800 F net) ;

— Paiement des heures de grèves ;

— Amélioration des conditions de travail ; soit, pour les travailleurs qui avaient le plus bas salaire, plus de 500 F d'augmentation.

Inutile de dire que les travailleurs de Margat étaient pleinement satisfaits.

SNCF (Vierzon)

Tel est pris qui croyait prendre

Au service des trains (contrôleurs et agents de route), un adjoint au chef de circonscription régionale nous est arrivé il y a quelques mois. Et avant d'arriver, il avait annoncé la couleur ; il venait là pour nous en faire baver.

Et de fait, pendant toute une période, il a passé son temps dans les trains, voyageant incognito, et cherchant à nous coincer s'il estimait que notre contrôle n'était pas suffisamment rigoureux. Il lui est arrivé d'imposer à certains d'entre nous de mettre des procès-verbaux à des usagers, et il a multiplié les rapports et demandes de sanctions contre les contrôleurs qu'il ne trouvait pas assez sévères.

Mais il y a peu de temps, il est tombé sur un os sérieux. Pris de colère en voyant un contrôleur en train de prendre un café avec des voyageurs dans un wagon-restaurant, il l'a empoigné par le revers de sa veste et s'est mis à l'insulter copieusement en public.

Manque de chance : les usagers qui avaient invité le contrôleur n'étaient autres qu'un député et un haut fonctionnaire du ministère des Transports, voyageant avec une « carte verte ». Lesquels ont fort peu apprécié la plaisanterie et se sont chargés de le faire savoir.

Résultat : notre fort en gueule a entendu parler du pays et il a été interdit de train pendant plusieurs semaines.

Autant dire que nous nous chargerons de lui rappeler cette aventure dès que nous le verrons réapparaître... s'il ose revenir.

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES...

Amen !

Pour vendre des soupapes : le pape

Faute de vendre des voitures, Peugeot se lance dans des campagnes publicitaires de grande envergure. Après miss France, qu'il asseyait sur le capot de ses 305, il vient de faire défiler le pape debout à l'arrière d'une 504 coupé. Peugeot est-il à ce point à bout de course pour ne plus compter sur des miracles ?

En tout cas, puisque la direction a réussi à se mettre dans la poche dieu le père et son fils, il paraît que la production va se faire par l'opération du Saint esprit.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Peugeot Carrosserie Sochaux.)**

Fallait y penser !

En réunion de délégués du personnel, le chef du personnel a refusé d'accorder les deux jours de congé supplémentaires au bout de dix ans d'ancienneté. Le prétexte avancé, c'est le « rapport Giraudet » (s'il est adopté) : celui-ci prévoit déjà des jours de congés supplémentaires... en 1983.

Au fond, le chef du personnel, personnage très pieux comme chacun sait, ne fait que mettre les Evangiles au goût du jour : acceptez votre sort actuel contre une promesse de bonheur plus tard.

Nous, nous sommes pour appliquer ce précepte à nos patrons : qu'ils nous accordent des congés supplémentaires tout de suite, le bon dieu le leur rendra au centuple !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Assurances Zürich.)**

Ils en font une tête !

Concours de masques

Les contrôles de cadences continuent en salle 17/24. Travailler avec un regard mal intentionné qui traîne du côté de son casier n'est pas très réjouissant. Mais quand on voit la tête de ceux qui nous contrôlent, on préfère de loin être à notre place qu'à la leur. Encore six mois de ce régime et, à force de loucher et froncer des sourcils, ils n'auront pas besoin de masque pour défiler au prochain carnaval.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **PTT Tri Montparnasse.)**

C'est pas une tête c'est une caricature !

Un camarade a eu deux jours de mise à pied pour **« caricature douteuse ».**

Un « Mickey », un « Castor Junior », un « Pat Hibulaire » étaient posés sur son placard.

Ceux qui ont donné l'avertissement ont peut-être cru se reconnaître, mais n'ont pas pensé que c'est leur propre tête qu'on ne peut pas encadrer.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Luchaire - Bourges.)**

Du côté des huiles

Peu fatigant et bien rémunéré

Est-ce sur ordre de la direction ou de son propre gré ? Toujours est-il que nous l'avons vu coup sur coup déchirer des affiches politiques et syndicales à Grenelle.

Le nouveau préposé au nettoyage des murs de Grenelle fait son travail avec beaucoup de zèle. Mais ce qui expliquerait cela, dit-on, c'est que la direction le paierait en catégorie 11 (dans les 8.000 F par mois)...

A travail « égal », mais sensiblement plus salissant, ce sont les nettoyeurs du métro qui vont en faire une tête en apprenant cela, eux qui se battaient il y a peu de temps pour... 2.800 F par mois !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **EGF Grenelle - Paris.)**

Aveu

Au bureau de la main-d'œuvre de la Carrosserie, à un travailleur qui venait se faire réembaucher, une huile de la direction s'est permis de répondre : **« Tu veux travailler en chaîne. Pour gagner quoi ? gagner rien ? sacré c... ! ».**

Pour les salaires, merci du renseignement, mais on était au courant.

Par contre, nous n'étions pas sûrs qu'il y ait des huiles de si mauvaises qualité chez Peugeot !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Peugeot Carrosserie- -Sochaux.)**

dans les entreprises...

LE JOINT FRANÇAIS (Saint-Brieuc)

Après quinze semaines de conflit, les CRS au Joint Français

Lundi 9 juin à l'aube, les CRS sont intervenus au Joint Français, obligeant les grévistes à évacuer l'usine. Sous leur protection, le patron a pu faire débloquer les grilles au chalumeau pour permettre l'entrée de quelque 200 non-grévistes, sur 700 salariés. Depuis 10 jours, les grévistes bloquaient l'accès de l'entreprise dont ils avaient barricadé toutes les issues.

Entamée depuis 15 semaines, la lutte des travailleurs du Joint s'était durcie ces derniers jours, à la suite de l'intransigeance patronale. Il y a un mois, les grévistes avaient accepté une tentative de conciliation de médiateurs proposée par le tribunal. Pendant trois semaines que dura l'enquête des médiateurs, il n'y eut aucun piquet de grève et la fameuse « liberté du travail » si chère aux patrons était donc respectée. Mais la conciliation fut un échec. La direction refusa même d'examiner la proposition de compromis des médiateurs :250 F d'augmentation, alors que les grévistes réclament 500 F. De plus, elle maintenait les licenciements des syndicalistes, portant même leur nombre jusqu'à vingt.

Devant une telle morgue, l'assemblée générale des grévistes avait décidé d'interdire l'accès de l'usine aux non-grévistes. Ces derniers représentent environ un tiers du personnel, surtout des cadres et des employés, et la direction s'appuie sur eux, n'hésitant pas à leur garantir une prime de 55 F par jour en plus de leur salaire. C'est vendredi 8 juin que le tribunal des Référés a prononcé un arrêté d'expulsion contre les grévistes. L'intervention des flics ce lundi était donc attendue. Les grévistes avaient décidé de ne pas résister.

Mais c'est protégés par les CRS que le patron et les jaunes ont dû se faufiler dans l'usine par une entrée dérobée, sous les huées des grévistes. De même, à l'heure de la sortie, ils ont eu droit aux injures, aux crachats et aux graviers dans les pare-brise. Mardi, les flics étaient stationnés dans l'enceinte de l'usine et le même scénario s'est reproduit à l'entrée et à la sortie. La tension est grande entre grévistes et non-grévistes. Il faut dire que, la semaine dernière, ces derniers ont manifesté par deux fois derrière le patron à la préfecture et au tribunal, réclamant même ouvertement l'intervention des forces de l'ordre. Pour les travailleurs en lutte, la situation est plus difficile que lors de la célèbre grève de 1972. La crainte du chômage est plus forte : les effectifs du Joint ont fondu et la direction, tout aussi intransigeante, a réussi à diviser beaucoup plus massivement les rangs des travailleurs. Aujourd'hui, l'existence de cette forte minorité de jaunes est un des principaux obstacles auxquels se heurtent les grévistes.

Mais, outre leur détermination, il leur reste de pouvoir compter sur la solidarité active des travailleurs brio chains. Ce mercredi 11 juin la plupart des entreprises on connu des débrayages e plus de 1.000 travailleurs on manifesté leur soutien à ceux du Joint. Il n'est pas encore dit que la classe ouvrière de la région laisse passer sans réagir la gifle que tous les tenants de l'ordre ont voulu donner aux grévistes du Joint en envoyant leurs flics camper à l'usine.

A PROPOS DES ACCORDS RENAULT

Politique sociale et poudre aux yeux

La 5e semaine de congés... oui, mais après 15 ans d'ancienneté ! *(Photo LO)*

Récemment, les journaux, la radio, la télévision ont beaucoup parlé des nouveaux accords Renault. A tel point que beaucoup de monde, et de nombreux travailleurs, sont convaincus que la Régie Renault vient de faire une nouvelle avancée sociale. Pourtant, comme c'est toujours le cas avec les accords d'entreprise, il y a beaucoup plus de vent que de mesures significatives pour les travailleurs. C'est simplement un bon moyen pour la direction de paraître faire des largesses, et ce, avec l'accord des syndicats qui tous sont allés apposer leur signature. Mais qu'on juge plutôt du concret.

Ainsi, pour le public, les travailleurs de chez Renault seraient en quelque sorte des privilégiés, des gens bien payés et qui, de surcroît ont depuis longtemps la cinquième semaine, et même la sixième semaine de congés payés.

Qu'en est-il exactement ? La durée des congés annuels est bien de quatre semaines. Ce n'est qu'au bout de quinze ans d'ancienneté que les travailleurs disposent d'une semaine supplémentaire. Aujourd'hui, la mesure sociale dont on parle le plus, ce sont deux jours de congés supplémentaires en 1980... et quatre jours en 1981. En fait, il ne s'agit pas de congés supplémentaires mais d'un « crédit-temps » que la direction accorde, en raison des « progrès enregistrés sur le présentéisme... et sur la productivité ». De plus elle se réserve de caser ces journées où bon lui semble ; ainsi la première a été placée au lendemain de l'Ascension, pour faire le pont... Voilà pour la soi-disant sixième semaine !

Alors, que reste-t-il des autres mesures sociales de l'accord ? Quelques améliorations qui touchent par exemple les travailleurs âgés, la garde d'enfants malades ou les allocations décès.

Quant à la « revalorisation du travail manuel », il en est surtout question sous forme de prime au présentéisme, intitulée UPA (Unité Pratique d'Atelier), qui est fonction de l'ancienneté et s'élève à 6, 12 voire 18 F par mois ! Mais attention, elle est revalorisée tous les... 225 jours de présence ! Eh bien, le nouvel accord va encore plus loin : à la 5e UPA (ce qui représente 1.125 jours à la Régie !), il y aura une revalorisation de 2 points sur les coefficients. Pour un OS, cela fait environ 40 F par mois. De quoi vous inciter à vous précipiter au boulot !

Enfin, on avait parlé chez Renault d'un grand projet de « pré-retraite » à 57 ans ; l'hiver dernier, il y avait eu beaucoup de publicité là-dessus. Aujourd'hui, le projet est pour le moins en sommeil. Tout ce qui est dit dans l'accord, c'est que ceux qui ont 30 ans d'ancienneté pourront partir à 60 ans en « congé d'attente » et auront la retraite à 61 ans.

Une fois qu'on a ôté toute la sauce publicitaire, il ne reste plus grand-chose dans l'assiette !

Correspondant LO

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE L'ILE-DE-FRANCE

PLEIN LA VUE

La bureaucratique, vous connaissez ? Il paraît que ça va être la révolution dans les bureaux avec les machines informatiques qui vont, paraît-il, bouleverser les méthodes de travail. Tout cela, c'est ce que dit la publicité dans les journaux.

A la Cramif, on s'y met aussi, et on a perfectionné le système informatique en installant des machines permettant la saisie directe des informations sur bande magnétique.

Les ex-perfos-vérifs ont été recyclées comme encodeuses, et elles enregistrent sur l'ordinateur les données les plus diverses. Toute la gestion de la Cramif passe entre leurs mains.

Elles frappent les informations sur un clavier relié à l'ordinateur et le texte apparaît sur un écran lumineux.

A propos de leurs conditions de travail, citons le médecin du travail de l'entreprise : **« L'éclairement est critiqué. Les encodeuses, du fait de leur travail, sont obligées d'effectuer sans arrêt des efforts d'accommodation visuelle. Leurs yeux passent de l'écran (50 lux environ) à l'éclairage du plan de travail (300 à 500 lux) et à celui du local (800 à 1.000 lux) ».**

Aussi, à la fin de la journée, les employées ont mal aux yeux. Et ce ne sont pas les trois pauses de la journée qui peuvent compenser la fatigue ! Elles se plaignent de gêne et d'une sensation de brûlure au niveau des yeux. Elles ont quelquefois

une sensation de voile. cela s'ajoutent très souver des maux de tête. Et nombr d'entre elles se sont vue contraintes de porter de lunettes.

En plus, il y a les maux du à des positions inconforta bles. Il faut se tenir droit pour pouvoir regarder l'écra D'où des douleurs muscula res dans le dos, sur le cou, même dans le bras. Parfoi à la fin de la journée, il fau prendre de sérieuses préca tions pour bouger le bras c tourner la tête sans avo mal.

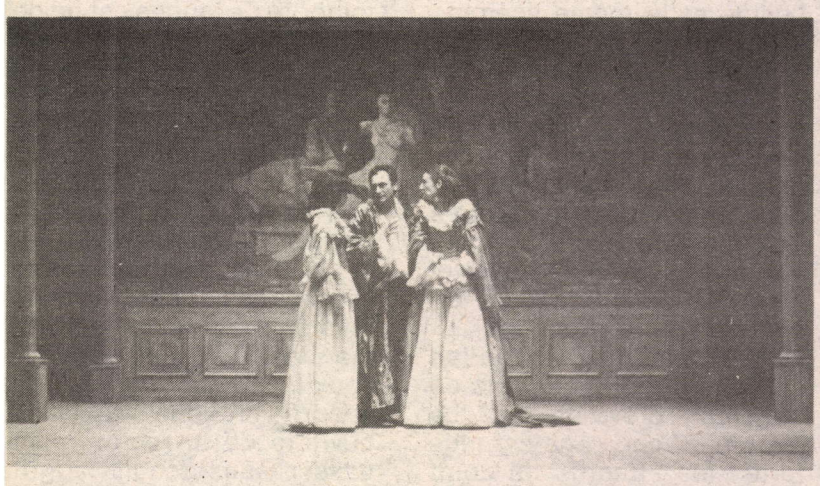
Si c'est possible de conc voir des machines révolutio naires dans le travail c bureau, il y a sûreme moyen d'accomplir le mêmes prouesses pour le conditions de ceux qui tr vaillent dessus. Bizarre qu'c n'y ait pas pensé !

Correspondant L

THEATRE

«Bérénice»

de Racine



Bérénice, reine de Palestine et Titus, empereur de Rome, s'aiment depuis de longues années. Mais Rome ne veut pas d'une reine étrangère et Titus doit choisir entre sa passion pour Bérénice et son devoir d'Etat.

Deux heures trente de conflit passionnel, cela pourrait être long et ennuyeux. Pouvons-nous en effet sérieusement compatir aux choix tragiques d'un empereur romain ? D'autant plus qu'il ne se produit aucun événement extérieur, aucune action. Les déchirements de Titus, ses changements de décision, l'angoisse et la tristesse de Bérénice, constituent toute le pièce.

Et pourtant on se laisse prendre à cette évocation de l'amour-passion vu et raconté par Racine !

Alain MARQUET

Jusqu'au 22 juin au théâtre des quartiers d'Ivry, tous les soirs à 20 h 30 sauf le dimanche à 16 h, et le lundi relâche. Après en tournée dans toute la France.

BERENICE

Vitez a choisi de mettre en scène cette pièce du répertoire classique, à la manière du XVII^e siècle, avec de splendides costumes de l'époque de Racine et une déclamation conventionnelle.

FILMS FILMS

● «Une semaine de vacances »

de Bertrand Tavernier

Tout va bien pour Laurence, jeune professeur de français dans un CES. Sa vie privée et son métier lui apportent un certain nombre de soucis mais elle sait y faire face. Pourtant un beau jour, elle craque. Pas bien fort, mais suffisamment pour prendre huit jours de congé-maladie et partir pour faire le point.

Ce sont ses réflexions que nous livre Bertrand Tavernier. Que faire quand on a l'impression de s'engluer dans la routine, quand on est lasse de chercher à éveiller coûte que coûte l'intérêt de ses élèves ? Laurence s'interroge sur ses doutes secrets, le sens de son métier, la fragilité de ses rapports avec les autres, son compagnon, ses amis, tout au long de conversations qui forment l'essentiel de ce film intimiste.

Cette semaine de fuite ne lui apporte pas de solution. Tavernier semble avoir cherché à souligner l'angoisse qui saisit soudain l'héroïne devant la vie quotidienne et les autres. Elle voit la solitude des vieux, celle des enfants que l'école parfois écrase. Certaines scènes touchent, les images de Lyon et des vignobles du Beaujolais sont belles, les acteurs comme Galabru et Noiret émeuvent ou font rire parfois. Mais le tout reste bien décousu. Et on n'arrive guère à partager le désarroi du personnage.

Tavernier dit, dans certaines interviews, qu'il n'a pas voulu faire un film à thèse, ni même centrer son film sur les problèmes particuliers des enseignants dont le métier, dit-il à propos de ce film, est « *héroïque et épuisant* ». Dans une interview à *L'Humanité* il a déclaré : « *J'ai eu envie de faire un film sur un sujet qui m'est cher, la communication* ». Il a voulu, semble-t-il, nous faire partager ce besoin que chacun peut éprouver, à un moment ou à un autre de sa vie, de s'arrêter un instant et de s'interroger. Mais cela passe mal. Et le spectateur sans cesse balotté entre les problèmes professionnels de la jeune femme, traités en pointillé, et ses multiples doutes personnels, ponctués parfois de clichés et de généralités un peu oiseuses, échappe difficilement à un sentiment de vide et d'ennui.

Nelly MEYER

Gaumont les Halles 1^er. Studio Médicis 5^e. Publicis Elysées 8^e. Saint-Charles Convention 15^e. Passy 16^e. Gambetta 20^e, et les salles Paramount.

Sélection cinéma *Dans les salles parisiennes*

Films récents...

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI
Un intellectuel libéral est exilé par Mussolini, dans un petit village.

Hautefeuille 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). France-Elysées 8^e (vo). Athena 12^e (vo). Sept-Parnassiens 14^e (vo). Broadway 16^e (vo).

KRAMER CONTRE KRAMER
Un couple qui se sépare. Un film tendre, drôle et émouvant.

Capri 2^e. Impérial 2^e. Quintette 5^e (vo). Marignan 8^e (vo). Montparnasse-Pathé 14^e. Cambronne 15^e. Murat 16^e.

...Et moins récents

HAIR
La jeunesse américaine au moment de la guerre du Vietnam vue à travers un groupe de hippies sympathiques et chantants.

Palais des Arts 3^e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
Un grand blessé de guerre essaie de communiquer avec les vivants. Toute l'horreur de la guerre.

Studio Cujas 5^e (vo). UGC-Opéra 2^e. 14-Juillet 6^e. Saint-André-des-Arts 6^e. Marbeuf 8^e. 14-Juillet 15^e.

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS !
Trois anciens résistants italiens se retrouvent après la guerre. Chacun a suivi des chemins différents.

Saint-Germain-Villages 5^e (vo). Elysées-Lincoln 8^e (vo). Saint-Lazare-Pasquier 8^e. Nation 12^e. Sept-Parnassiens 14^e (vo).

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE
La brève rencontre entre un intellectuel homosexuel traqué par la police et la femme d'un chefaillon fasciste, dans l'Italie de Mussolini.

Cluny-Ecoles 5^e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
L'univers clos d'un asile d'aliénés aux Etats-Unis bouleversé par un homme qui en refuse les règles absurdes, les tabous et les hypocrisies.

Paramount-Marivaux 2^e. Publicis-Elysées 8^e (vo). Paramount-Montparnasse 14^e.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES
Un classique de l'humour noir. Deux vieilles filles charmantes empoisonnent les hommes solitaires.

Studio Logos 5^e (vo).

PARFUM DE FEMME de D. Risi
Le portrait impitoyable d'un bel officier devenu accidentellement aveugle et que l'infirmité rend souvent odieux pour son entourage.

Opéra-Night 2^e.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE
Un film de Stanley Kubrick. Les fusillés « pour l'exemple » de la guerre de 1914-1918. Une dénonciation de la guerre et de l'armée.

La Seine Studio 5^e (vo).

LE DOCTEUR FOLAMOUR de Stanley Kubrick
Un général qui devient fou déclenche une offensive nucléaire contre la Russie.

Ranelagh 16^e (vo).

Reprises

JULES ET JIM
Deux amis inséparables aiment la même femme. Un hymne à l'amour libre. Avec Jeanne Moreau.

UGC-Opéra 2^e. 14-Juillet 6^e. Saint-André-des-Arts 6^e. Marbeuf 8^e. 14-Juillet 15^e.

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI
Imbu d'orgueil national, du sens du devoir et de la discipline militaire, un officier anglais prisonnier de l'armée japonaise en vient à servir celle-ci. Avec Alec Guiness.

Marignan 8^e (vo). Gaumont-Sud 14^e. Montparnasse 14^e. Clichy-Pathé 18^e.

COMMUNIQUÉS

• *Philippe Duval, mime et musicien ambulant, et Machon, chanteuse de rue,* **signalent la sortie de leur disque 33 tours, produit et distribué par eux : *Le dimanche matin à Belleville* (chansons de Pierre Mac Orlan interprétées par Machon). Production Théâtre du Coin de Rue - réf. 1980.**

• Vania Adrien Sens et Bernard Meulien *donnent dix représentations exceptionnelles de :* Gaston Couté, la chanson d'un gars qu'a mal tourné *à La Tanière, 45 bis, rue de la Glacière, Paris 13^e, du 18 au 28 juin à 21 h, sauf : dimanche 22 à 18 h. Relâche mardi 24.*

***La Compagnie du Lierre* annonce son nouveau spectacle : *Désormais,* spectacle vocal, joué gratuitement dans les kiosques et jardins de Paris.**

Samedi 7 juin à 15 h : Place Adolphe-Chérioux 75015.
Dimanche 8 juin à 14 h : Parc Montsouris 75014.
Mercredi 11 juin à 16 h : Square Chautemps 75003.
Samedi 14 juin à 16 h : Jardin du Luxembourg 75006.
Dimanche 15 juin à 15 h : Parc Montsouris 75014.
Mercredi 18 juin à 16 h : Jardin du Luxembourg 75006.

● «The Rose »

On l'appelle « The Rose » et c'est une star. Son seul nom remplit les stades et fait hurler des milliers de fans. Elle, la petite droguée qu'un imprésario énergique et impitoyable a su catapulter en tête du hit parade, et qui, depuis fabrique beaucoup, beaucoup d'argent…

Mais Rose, de tournée en tournée, de concerts en interviews, de répétitions et séances d'enregistrement, sillonne l'Amérique dans son avion personnel et ne peut un seul instant s'arrêter. C'est la loi du show business. Elle ne rêve même plus d'une semaine de vacances, mais… d'un an !

C'est ce thème de la solitude de l'artiste que Mark Ryddel a choisi de traiter ici. Banal, ma foi. Et tant de fois traité avec tous les poncifs du genre qu'on pouvait s'attendre aux pires banalités. Or, si parfois on frise un peu le mélodrame, c'est très vite oublié. Dès le début, l'émotion empoigne le spectateur et ne le lâche plus. Dès le début aussi, on en est sûr, Rose, la pathétique, qui rit, qui pleure derrière ses coulées de rimmel et son incroyable tignasse rousse, qui brûle sa vie par les deux bouts et se suicide à l'alcool, va se briser. On sait déjà la fin mais tout reste à découvrir… Etonnant film donc, servi il faut le dire par la performance d'une chanteuse de rock, Bette Midler qui, encore inconnue au cinéma, donne toute la mesure de son talent d'actrice.

Et on finit par aimer vraiment cette « hippie » sortie du ruisseau, qui sous ses airs de mépris aime tant les gens. Mélange détonnant de laideur et de beauté, de vulgarité et d'élégance, dominée par ses rages et ses coups du cœur.

Et quand elle craque, après une remontée aux sources, dans la ville de son enfance où elle doit donner un concert grandiose, quand on la voit, vaincue par l'alcool et par ses peurs, regoûter à la drogue derrière les murs de verre d'une cabine téléphonique, on a vraiment droit à un moment d'émotion.

Ce film est à voir. C'est du bon spectacle et Bette Midler à elle seule vaut le déplacement (à condition bien sûr d'aimer le rock et de supporter les décibels à haute dose…).

Anne GARBE

Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Montparnasse 83 6e. Gaumont Champs Elysées 8e (vo). Kinopanorama 15e (vo).

● «Third World Prisonnier de la rue»

« Third World » (Tiers Monde) est le nom d'un groupe de musiciens reggae.

Le film raconte la vie du groupe lui-même. On assiste à ses répétitions en Jamaïque même, à ses tournées, entrecoupées de présentation de tous les éléments du groupe qui nous parlent de la musique reggae et de ce qu'elle représente pour eux. C'est au travers de paysages exotiques de rêves, de belles demeures que nous suivons ces musiciens, tous issus d'un milieu aisé et qui, après avoir fait leurs études en Angleterre se sont lancés dans la musique reggae.

Ils nous présentent le reggae à la fois comme un vent de protestation et d'amour, où des thèmes sociaux et mystiques se mêlent : **« Souviens-toi du peuple noir en esclavage ».** C'est d'après ces musiciens le moyen de dire qu'on est fier d'être noir et, en même temps, que rien ne doit séparer les hommes, les riches et les pauvres.

Mais il ne faut pas s'attendre à voir la réalité sociale dont s'inspire cette musique ; il ne faut pas s'attendre à voir la population jamaïcaine et la rue.

Third World, prisonnier de la rue, est avant tout un spectacle musical. C'est une heure dix de musique reggae qui ne décevra pas les amateurs. Et pour ceux qui ne connaissent pas, c'est un bon moyen d'écouter et pour une fois de comprendre, car les paroles des chansons sont traduites.

Marielle LEMONNIER

Saint-Séverin 5e. Biarritz 8e. Hollywood 9e. Olympic 14e.

Sélection télévision

Samedi 14 juin

18 h 10. A2. Chorus. Avec Frank Zappa, qui depuis quinze ans, invente une musique où se mêlent rock, jazz, musique contemporaine et… provocation.

20 h 30. TF1. Numéro un. Cette semaine, Serge Lama en est l'invité.

20 h 30. FR3. Théâtre : **Le marchand de Venise.** La pièce de Shakespeare dans laquelle on trouve l'étonnant personnage de Shylock, cupide et assoiffé de vengeance. Le rôle sera tenu par Jean Le Poulain. L'adaptation pour la télévision est signée Anouilh.

Dimanche 15 juin

15 h . A2. Des animaux et des hommes. Après les éléphants et les baleines, les rhinocéros vont-ils disparaître ?

15 h 50. A2. Rasta et ballon rond. La Jamaïque commence à être connue pour sa musique, le reggae et Bob Marley. Les idéologues mystiques et nationalistes rasta ont une autre corde à leur arc : le football. Avec des interviews et beaucoup de musique.

19 h 25. TF1. Les animaux du monde nous présentera différents systèmes de reproduction animale.

20 h 30. TF1. Film : **Le pacha.** Un roman de la série noire, adapté par Michel Audiard, mis en scène par Georges Lautner et joué par Jean Gabin.

22 h 35. FR3. Cinéma de minuit : Sept jours en mai, de Jonh Frankenheimer. Ne ratez pas ce passionnant film de politique-fiction qui imagine une tentative de coup d'Etat d'extrême-droite organisé par des militaires aux Etats-Unis. Avec Burt Lancaster, Kirk Douglas, Ava Gardner, etc.

Lundi 16 juin

20 h 35. A2. Question de temps. Il sera question de la défense nationale et de la guerre nucléaire. On doit nous y montrer des scénarios possibles de déclenchement d'une guerre atomique.

Mardi 17 juin

20 h 30. TF1. De Gaulle. Biographie avec des documents filmés et des discours de ce représentant politique de la bourgeoisie française, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin. Tout à la gloire du général.

20 h 40. A2. Les dossiers de l'écran. Le patrimoine, héritage de tous les Français. Un coup de main au ministre de la Culture, dans le cadre de l'année du patrimoine.

22 h. TF1. L'opéra de Pékin. C'est un spectacle fantastique où la maîtrise des danseurs-acteurs-acrobates est étonnante. Mais la couleur y joue un rôle important. Car il existe un « code des couleurs » des différents personnages qui donne son sens à l'opéra. Ceux qui ont une télévision en noir et blanc manqueront donc une part importante du spectacle.

Mercredi 18 juin

20 h 30. TF1. La falaise des Corneilles. Un téléfilm sur le problème des handicapés qui pourrait être intéressant. Un acrobate perd l'usage de ses membres, on lui propose une nouvelle activité : l'escalade.

20 h 30. FR3. Film : **M 15 demande protection,** de Sydnet Lumet. Une excellente reconstitution au cinéma des romans d'espionnage à la John Le Carré. Atmosphère trouble et agents doubles. Avec James Mason et Simone Signoret.

Jeudi 19 juin

20 h 30. FR3. Ames perdues, de Dino Risi, avec Catherine Deneuve et Vittorio Gassman. Un film d'angoisse dont la chute laisse insatisfait.

21 h 50. A2. Vidéo USA. Reportage sur un musicien coréen qui a inventé un synthétiseur vidéo qui permet de composer électroniquement des images comme on compose déjà de la musique.

Vendredi 20 juin

20 h 30. FR3. La réalité sur Timor. en 1975, le gouvernement indonésien lançait son armée contre cette île de la Sonde qui venait de proclamer son indépendance. Cinq ans après, on parle de 280.000 morts à Timor, sur une population totale de 620.000 habitants. Par ailleurs, il y a trois ans, deux journalistes australiens, les derniers à avoir pu y entrer, étaient assassinés. Michel Honorin, l'auteur de ce reportage, a réussi à mettre les pieds à Timor et à raconter son témoignage.

21 h 35. A2. Apostrophes sera centré autour de l'écrivain Maurice Genevoix, qui, à 90 ans, racontera les souvenirs de ses « 30.000 jours » d'existence, le titre de son dernier livre.

23 h. A2. Ciné Club. La chute des feuilles, film soviétique d'Otar Iosseliani. Cet auteur est le réalisateur d'un film excellent qu'on a pu voir il y a quelques années : **Il était une fois un merle chanteur.** Celui-la le sera peut-être aussi et de toute façon ce sera un agréable moyen d'en savoir plus sur la vie aujourd'hui en Géorgie soviétique.

TELE

Aux dossiers de l'écran

La Yougoslavie de Tito

Mardi 10 juin, les Dossiers de l'écran avaient pour sujet la Yougoslavie de Tito.

Le film présenté, *La cinquième offensive* retraçait les violents combats qui eurent lieu en 1943 entre 20 000 partisans encerclés par 120 000 soldats allemands. Il fut d'un intérêt fort limité. Certes, il souligna la lutte farouche que menèrent les partisans, leur dévouement et leur héroïsme mais il ne décrivit à aucun moment ce que fut la situation de la Yougoslavie démembrée durant la Seconde Guerre mondiale, les forces politiques en présence, ni le programme politique et social grâce auquel Tito acquit le soutien de millions de Yougoslaves et réussit à constituer une armée de 800 000 hommes.

Si le Parti Communiste Yougoslave réussit à draîner derrière lui la grande majorité de la population ce fut avant tout parce qu'il fut le seul à engager une lutte résolue de libération nationale contre l'occupant, parce qu'il fut le seul à ne pas représenter les intérêts de l'une des nations particulières qui constituaient la Yougoslavie, parce qu'il fut le seul qui parvint à unifier le potentiel révolutionnaire antiféodal de la paysannerie yougoslave. De tout cela le film ne parla guère, le réalisateur préférant en rester à une terne évocation des sentiments humanitaires de Tito.

La discussion ne fit, elle aussi, qu'effleurer les raisons du triomphe des partisans. Certains participants tel Emile Guikovatj, journaliste à *L'Express* préféra expliquer la réussite de Tito uniquement par son sens du commandement ou encore par la supériorité de la centralisation que le Parti Communiste Yougolsave avait imposée aux partisans.

Lorsque le débat aborda le « schisme yougoslave » ou plus exactement l'exclusion de Tito par Staline du Kominform, seul François Fejtö, auteur d'une histoire des démocraties populaires souligna que si Tito avait pu s'opposer à la bureaucratie soviétique, ce fut essentiellement parce que le régime avait auparavant acquis une assise populaire qui lui donnait une indépendance vis-à-vis des grandes puissances et en particulier de l'URSS. Jean Burles, le représentant du Parti Communiste Français, tint, lui, à souligner que déjà en 1947, le PCF tout comme le Parti Communiste Yougoslave, recherchait une voie qui lui était propre, « *une voie nationale vers le socialisme* » feignant d'oublier que lors de la mise au ban de Tito ce fut l'un des principaux représentants du PCF, Jacques Duclos, qui au nom de tous les partis communistes staliniens jeta l'anathème sur le dirigeant yougoslave, l'accusant de traitrise ou encore d'être une canaille hitléro-trotskyste.

La fin de la discussion qui fut consacrée aux caractéristiques propres du prétendu socialisme autogestionnaire de la Yougoslavie fut des plus obscures. Ni les louanges, ni les critiques formulées au système de l'autogestion ne décrivirent la situation faite aux travailleurs. Et pour cause, l'autogestion, promulguée au début des années 1950 par Tito et qui réintroduisit nombre d'éléments de l'économie de marché, n'eut jamais pour but de permettre aux travailleurs yougoslaves d'exercer la moindre parcelle du pouvoir ni économique, ni bien sûr politique.

Georges LATTIER

LIVRES LIVRES

«*Et Alger ne brûla pas*»

du commandant Azzedine

L'auteur, engagé dans les maquis FLN dès 1955, puis commandant de la Wilaya IV (région d'Alger), puis gagna Tunis où il devint membre du Conseil national de la révolution algérienne et adjoint au chef d'état-major de l'Armée de libération nationale. A la fin de janvier 1962, il gagne Alger, comme responsable de la Zone autonome d'Alger. Ce sont ces mois passés dans Alger jusqu'au référendum pour l'indépendance de l'Algérie, le 1er juillet 1962, que relate Azzedine.

Fin mars 1962, après la signature des Accords d'Evian, le cessez-le-feu était proclamé en Algérie : le FLN était légalisé, et les militaires français ne devaient plus tirer sur les combattants algériens. Le gouvernement provisoire algérien installa son antenne à Alger même. Mais l'organisation terroriste d'extrême droite, l'OAS, ne voulait pas admettre la fin de « l'Algérie française » et entreprenait de mettre la ville à feu et à sang. Multipliant les attentats et les assassinats, les hommes de l'OAS et autres commandos d'extrême-droite, pratiquaient la politique de la « terre brûlée » tandis que le FLN s'efforçait de limiter les dégâts et de protéger la population musulmane.

Sur tous ces événements, le livre d'Azzedine apporte un témoignage intéressant. Il n'est pas toutefois, à proprement parler, un récit historique de cette période à Alger. Car il brosse surtout une série de portraits de militants FLN morts dans les maquis ou sous les tortures des militaires français, et retrace le passé des hommes qu'il retrouve en 1962, à Alger. Et c'est pour témoigner de leur héroïsme autant que pour décrire Alger dans ces mois qui précèdent l'indépendance qu'Azzedine a écrit son livre.

Marielle LEMONNIER

Et Alger ne brûla pas **du commandant Azzedine. Ed. Stock. 349 pages. Prix : environ 60 F.**

L'armée française sur les terrasses d'Alger.

«*Histoire du communisme 1917-1945*»

de Jean Ellenstein

« Halte, qui ira plus loin sera fusillé ! » Légende d'Ellenstein : « En pleine révolution spartakiste à Berlin en 1919, il fallait savoir lire ».

Le dernier livre d'Ellenstein, rempli de photos illustrant l'histoire du communisme jusqu'en 1945, veut offrir l'aspect et l'esprit d'une bande dessinée. Dans son introduction l'auteur nous prévient : les légendes doivent « *faire sourire et réfléchir* ». Qu'on en juge ! On voit par exemple trois « *amis des bêtes* » : Lénine en compagnie d'un chat, Trotsky un grand poisson à la main, Hitler avec un grand chien à ses pieds. Ou encore, une photo de la « longue marche » de l'Armée rouge chinoise présentée ainsi : « *12 500 kilomètres à pied, ça use les baskets* »...

Ellenstein n'en finit plus de se réclamer d'un communisme new look. Quant au texte, c'est toujours la même histoire revue et corrigée par ses soins qu'il nous livre et dont il ressort que le stalinisme ne fut pas la négation et la caricature sanglante du bolchévisme mais était inscrit dans les conceptions de Lénine et des révolutionnaires russes. C'est aussi pour Ellenstein l'occasion de regretter que l'autorité du Parti Communiste Russe dans le mouvement communiste ait contribué à freiner l'intégration, dans la vie nationale de leurs pays respectifs, des différents PC, et en particulier, bien sûr, du PCF.

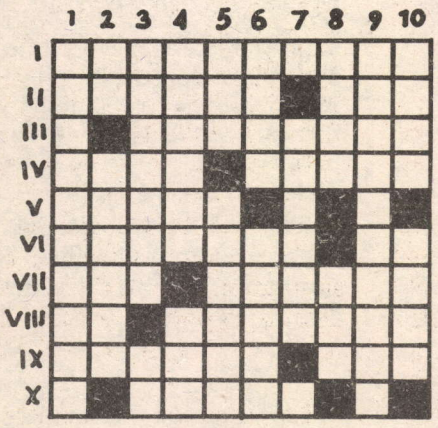
Ellenstein puise ainsi dans l'histoire du mouvement communiste ce qui peut lui être utile dans sa polémique actuelle avec la direction du PCF, pour lui reprocher une fois de plus de ne pas prendre assez de distance vis-à-vis de Moscou. Décidément ce contestataire du PCF n'a toujours pas digéré l'échec de l'Union de la gauche aux Législatives de 1978 et plaide pour un PCF encore plus respectable aux yeux de l'opinion bourgeoise.

Ellenstein présente son livre comme « *le constat sans complaisance d'un historien contestataire* ». Mais il aurait mieux fait de parler d'une histoire déformée par les lunettes complaisantes d'un social-démocrate déçu.

Jean-Jacques FRANQUIER

Histoire du communisme 1917-1945 **de Jean Ellenstein. Ed. Jannink. 158 pages. 75 F environ.**

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Revenu à la vie. — II. Entre deux vols. Rongeur. — III. Sans taches. — IV. Roi de Grèce. Vases d'élection. — V. Restitues. — VI. Sciemment quand il est bon. Possessif. — VII. Conteste. Pouilleux. — VIII. Démonstratif. Assimilée. — IX. Fuit le monde. Roulés. — X. Détériorera.

VERTICALEMENT. — 1. Souvent exigées. — 2. Avant la spécialité. Les oiseaux l'ont un peu dur. — 3. Savoir. Actionné. — 4. Jour attendu. Exprimes. — 5. Ville allemande sur le Danube. Descendants de Sem. — 6. Contient de l'eau. Etat et fleuve africains. — 7. Fiente. — 8. Ville d'Espagne. Longue période. — 9. Doué. — 10. On les aime chauds. Pivots.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	C	U	B	A	T	I	O	N
II	N	O	U	R	R	I	T	U	R	E
III	T	R	I	B	A	L	■	L	A	C
IV	U	D	■	A	T	■	R	E	N	E
V	I	■	U	N	I	T	E	■	G	S
VI	T	A	R	I	S	■	A	N	E	S
VII	I	■	I	S	L	E	■	U	R	I
VIII	V	A	■	A	A	■	P	L	A	T
IX	E	N	D	I	V	E	■	L	I	E
X	S	O	U	T	A	C	H	E	E	S

LIVRES LIVRES LIVRES

«Le sucre et la faim»

de Robert Linhart

Il s'agit d'une « enquête dans les régions sucrières du nord-est brésilien », ainsi que l'indique le sous-titre de ce petit livre. A la fin de l'an passé, Robert Linhart s'est rendu dans cette région qui compte quelque 35 millions d'habitants et est l'une des plus pauvres du Brésil. Il en a rapporté ce court mais poignant témoignage sur la vie des journaliers agricoles, dépossédés de leurs terres par les grands propriétaires fonciers et qui travaillent dans les plantations de canne à sucre en proie à une faim permanente. Une faim *« sans côtes saillantes et sans membres décharnés qui ronge et détruit tout aussi implacablement »*, une faim de malnutrition qui entraîne chez les enfants une *« déficience mentale définitive »* et chez les adultes, un affaiblissement général. Mais tous sont contraints de fournir un travail harassant et, rapporte Linhart, *« depuis 1964, le salaire a été divisé par deux et la production journalière par homme multipliée par deux »*.

Linhart transmet simplement ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu, ce que des familles, des syndicalistes, des paysans lui ont raconté et comment s'est préparé, au moment où il était là, un mouvement de grève, qui n'eut finalement pas lieu. Il montre combien le souvenir des ligues paysannes organisées par Francesco Juliao, exilé en 1964 après le coup d'Etat militaire qui renversa le gouvernement de Goulart, est encore vivant tant il souleva alors l'espoir, parmi les paysans, que la misère et la faim allaient peut-être s'éloigner pour de bon.

Un petit livre qui avec ses faits, ses chiffres, sa description sobre, est bouleversant. Il faut le lire et le faire lire.

Lucienne PLAIN

Le sucre et la faim de Robert Linhart. Ed. de minuit. 93 pages. 13 F.

«Le voyage à Paimpol»

de Dorothée Letessier

Dorothée Letessier : OS à l'usine Chaffoteaux de Saint-Brieuc.

« J'étouffe, je vais prendre un bol d'air. A bientôt, je t'embrasse. Maryvonne ». Et Maryvonne, 26 ans, mariée, un enfant, s'offre une parenthèse dans sa vie d'OS-mère de famille à Saint-Brieuc. Elle part en cavale, pas bien loin, à 45 km, à Paimpol ; pas pour très longtemps, juste le temps de goûter au plaisir de n'avoir rien à faire. Paimpol, un salon de thé, une chambre d'hôtel avec un grand lit pour elle toute seule, un long bain chaud, un repas servi sans devoir se lever entre chaque plat. Paimpol, le temps de lire, de se promener, de vivre un peu.

Maryvonne raconte la vie d'ouvrière, l'usine à qui elle a volé ces quelques heures de liberté ; cette usine où — comme elle dit — on croit entrer pour deux mois et où on finit par se consummer pendant 40 ans. Elle raconte la chaîne, les gestes indépendants de la volonté, le bruit, la voix volée par le vacarme, les accidents de travail, les maladies des femmes qui ne tiennent le coup qu'avec des calmants. Mais elle raconte aussi l'amitié et la lutte dans la grève au coude à coude.

La vie de Maryvonne, c'est aussi son mari, sa vie conjugale ; l'amour qui fout le camp, faute de temps, coincé entre le réveil à 6 h du matin, la journée à la chaîne, le ménage et la fatigue. Maryvonne raconte la vie, sa vie, sa révolte, son impatience que tout cela change.

Un livre qui fait sourire, rire ou pleurer au fur et à mesure que l'auteur rêve et se raconte. Un livre qui se lit d'une seule traite.

Sophie GARGAN

Le voyage à Paimpol **de Dorothée Letessier. Ed. du Seuil. 150 pages. 35 F environ.**

REEDITION en livre de poche

«Le luthier de Crémone»

de Herbert Le Porrier

Ce livre de l'auteur du « Médecin de Cordoue » *est l'évocation romancée de la vie du célèbre fabricant de violons, Stradivarius, qui vécut dans la petite ville italienne de Crémone, à la fin du XVII^e siècle.*

La société italienne de l'époque ne constitue que la toile de fond de cet ouvrage, et c'est surtout au travail du luthier que s'attache Le Porrier. Le lecteur suit la lente et difficile création de ces instruments aux sonorités plus puissantes et plus belles que celles jamais obtenues auparavant, façonnés par l'artisan qui ne s'interrompt que pour recevoir ses amis musiciens, parmi lesquels le violoniste virtuose et anti-conformiste endiablé sous sa soutane, le « curé-roux », Antonio Vivaldi.

Un roman que l'on peut lire... que l'on aime ou pas le violon !

L.P.

« *Le luthier de Crémone* », d'Herbert Le Porrier. Livre de poche.

Déesse de Capdenac-le-Haut (Lot). Néolitique.
(Cl. J. Clottes)

«La France d'avant la France»

Du Néolithique à l'Age de fer

Comment sont apparues les premières communautés agricoles sur le territoire qui deviendra la France ? Comment se sont-elles développées jusqu'à l'apparition de l'écriture, c'est-à-dire le début de l'histoire proprement dite ?

Quel était l'environnement de ces hommes préhistoriques, comment vivaient-ils, dans quelles habitations, de quelle manière se développèrent les communautés métallurgiques des âges du bronze et du fer ?

Le livre de Jean Guilaine se propose de donner une réponse à ces questions, englobant une période allant d'environ 6000 avant Jésus-Christ jusqu'à environ 700 avant notre ère.

L'apparition des premières communautés paysannes il y a 7000 à 8000 ans, marque une étape décisive dans l'histoire de l'humanité. En effet, auparavant, pendant des centaines de milliers d'années, depuis que l'homme existait sur terre, il avait vécu de chasse, de pêche, de cueillette, c'est-à-dire en quelque sorte en parasite de la nature dont il était entièrement dépendant.

La grande transformation se produit quand l'homme commence à produire sa nourriture en modifiant la nature et en commençant à la dominer. L'histoire alors s'accélère et on passe en quelques milliers d'années de l'élevage et de l'agriculture au travail des métaux jusqu'à la civilisation, c'est-à-dire l'écriture.

C'est ce processus qui est décrit dans le livre : les premiers bergers, les débuts de la navigation, la spécialisation des tâches, l'architecture, les traditions funéraires, les croyances, le commerce et les premières différenciations sociales, tout cela nous est livré dans un style accessible et direct.

L'auteur indique dans son introduction qu'après avoir écrit un ouvrage destiné aux spécialistes, ce nouveau livre est destiné au grand public, curieux de connaître cette période essentielle de l'histoire de l'humanité.

Il réussit en effet à nous faire part des dernières découvertes dans ce domaine, d'une façon vivante, simple et passionnante, avec de nombreux dessins et photos à l'appui.

Laurence VINON

La France d'avant la France (du néolothique à l'âge de fer) **de Jean Guilaine. Ed. Hachette littérature. 75 F environ.**

Le projet Peyrefitte devant l'Assemblée

Renforcé ou pas, l'arsenal répressif demeure

La Chambre des députés a commencé le mercredi 11 juin à discuter du projet de réforme du Code pénal proposé par Peyrefitte.

Ce projet avait suscité tant d'opposition, à gauche mais aussi chez les magistrats, juges et avocats, qui avaient trouvé un écho au RPR, tout heureux d'avoir là une occasion d'apparaître, une fois de plus, comme s'opposant au gouvernement, que Peyrefitte avait dû revenir sur un certain nombre des dispositions qu'il avait prévues.

La séance au Parlement a été l'occasion pour tous les ténors de la politique d'y aller de leur couplet. On a vu cinq membres du gouvernement, pas moins, dont Barre en personne, venir apporter leur soutien au ministre de la Justice dans ce débat qualifié par *France-Soir* de *« festival de l'éloquence parlementaire appuyée sur l'érudition la plus classique »*. Peyrefitte s'est félicité de ce que son projet ait été fortement amendé, comme s'il l'avait recherché, tout en affirmant que l'esprit dans lequel il avait été conçu avait été respecté. Le rapporteur de la commission des lois, un député RPR, s'est attaché à démontrer que *« les scories que contenait le texte avaient été gommées, les libertés affermies, la défense assurée »*. Bref, que plus rien ne s'opposait à ce que le RPR vote le projet, selon le scénario habituel qui a cours entre le RPR et le gouvernement.

Quant à l'opposition, elle s'est opposée, en participant à ce festival oratoire.

Mais au-delà du cinéma du débat, il reste le projet. Un projet qui a été conçu et défendu pour plaire à la partie la plus réactionnaire de l'électorat, celle qui souhaite que le gouvernement soit le plus ferme et le plus répressif possible.

Ce n'est pas que la justice actuelle soit bonne. C'est une justice de classe, qui sert à perpétuer la société telle qu'elle est, à défendre les riches et les possédants, la violence qu'ils exercent sur les exploités. Ce n'est pas non plus qu'elle soit moins répressive. Il y a toujours, dans l'arsenal des lois, des articles dont les juges ou le parquet peuvent se servir pour condamner ou faire condamner.

Mais il n'en reste pas moins que le pouvoir se sert de tout renforcement de l'appareil répressif non pas, comme il le prétend, pour mieux protéger les citoyens, mais pour mieux frapper les justiciables. Qu'on se souvienne de la loi anti-casseurs, votée il y a juste dix ans par le Parlement. Des députés prétendaient qu'elle mettrait fin aux violences et qu'elle ne s'appliquerait qu'aux voyous qui dévoyaient les manifestations. Elle permet de frapper les simples badauds et les militants syndicalistes.

Peyrefitte a dû, par tactique politique, remodeler certaines dispositions de son projet. Mais la justice dispose d'un arsenal de règlements et de lois bien assez vaste, et de suffisamment de juges et de policiers pour les faire appliquer, pour rester une justice complaisante pour les riches et dure pour les plus démunis.

Sylvie FRIEDMAN

Le projet amendé

Devant la levée de boucliers suscitée par son texte, Peyrefitte a en effet accepté un certain nombre d'amendements. Notamment, alors que le projet Peyrefitte réduisait à néant ou presque l'indépendance du juge d'application des peines en ce qui concerne l'octroi de mesures de semi-liberté, de sorties, etc., la commission des lois lui rend une petite marge de manœuvre. Tout en acceptant l'extension de fait de la procédure de flagrants délits, la commission prévoit quelques aménagements laissant aux inculpés quelque possibilité de préparer leur défense.

Mais les dispositions essentielles du projet Peyrefitte restent. La notion de « circonstances atténuantes », qui permettait à un juge d'aller en dessous de la peine minimum prévue pour un délit, est supprimée. La procédure expéditive des flagrants délits, qui permet tous les abus, est de fait étendue. Le régime risque d'être plus sévère pour les détenus. La définition des « délits de violence », où l'on trouve pêle-mêle les meutres, les assassinats ou les simples menaces, par exemple, donne au gouvernement une arme supplémentaire pour sanctionner, non pas les criminels et les truands, mais les simples citoyens, les paysans, les travailleurs qui défendent leurs droits.

Henriette MAUTHEY

AFRIQUE DU SUD

Quatre ans après Soweto, la révolte noire continue

Il y a quatre ans, les 16 et 17 juin, éclataient les émeutes noires de Soweto, qui s'étendaient à toute l'Afrique du Sud et secouaient le pays pendant des mois. Et tout semble indiquer aujourd'hui que les deux camps en présence se préparent à cet anniversaire comme s'il allait être l'occasion d'une nouvelle explosion contre le régime de l'Apartheid.

Le pouvoir blanc manifeste son inquiétude, en intensifiant ses représailles et en renforçant l'état de siège quasi permanent imposé à la population de couleur. Des barrages de l'armée et de la police sont installés auprès des principaux ghettos et sur les grandes routes. Et c'est par milliers qu'elles procèdent aux arrestations. Toutes ne sont sans doute pas même signalées et recensées. Mais en trois jours la police a reconnu avoir arrêté 1 270 personnes dans ces opérations qualifiées de « routine ».

Une routine à grande échelle, donc, et qui, pour répandre la terreur et faire que rien ne bouge, s'abat sans discernement sur les manifestants, les lycéens en grève, comme sur les simples passants. Et les forces de répression se sont attachées aussi à arrêter préventivement de nombreuses personnalités d'opposition, fussent-elles religieuses, modérées, voire blanches, susceptibles d'apporter leur soutien au mouvement qui se fait entendre depuis maintenant 8 semaines contre l'Apartheid dans les écoles et les universités de couleur.

Mais malgré toutes ces mesures d'intimidation, l'agitation politique ne se limite plus aux écoles. Non seulement la grève scolaire ne s'est pas arrêtée, elle semble s'être généralisée aux dernières universités noires non encore touchées, mais le mouvement de boycott d'achat de la viande, lancé au Cap après le licenciement de syndicalistes noirs, s'étend aux autres ghettos. A Soweto, une opération « ville morte » est lancée pour le 16 juin. Et la publication d'une lettre de Mandela, le leader noir de l'African National Congress au bagne depuis 1964, est à l'origine d'une vaste campagne pour sa libération. D'après le journal* Libération, *un sondage fait à Johannesburg a révélé que 54 Blancs contre 41 seraient favorables à sa libération.

Car c'est maintenant de la peur que doit ressentir la minorité blanche devant la révolte des jeunes de couleur, la situation de rébellion ouverte dans laquelle ils tiennent le pays depuis le mois d'avril et le défi lancé depuis les attentats du 1er juin contre les installations pétrochimiques. Certes l'armée et la police toutes-puissantes sont là pour protéger les privilèges et le pouvoir des Blancs. Mais rien, ni les suspensions de dizaines de milliers de lycéens, ni les tirs contre les manifestants, ni les arrestations et les sévices subis ne suffisent à venir à bout du mouvement de protestation de la jeunesse noire et métisse.

Face à la terreur blanche, celle-ci semble n'avoir plus rien à perdre et en tout cas rien à espérer d'autre que ce qu'elle réussira à imposer par la force.

Dominique LÉGER

Blancs de Johannesburg s'entraînant à la lutte contre les Noirs. ***(AFP)***

LES BLANCS SUR LE PIED DE GUERRE CONTRE LE TERRORISME

Jeudi 5 juin, dans une école pour écoliers blancs, toute une classe a été « prise en otage » par un individu revêtu d'une cagoule et armé d'une mitraillette. Le directeur de l'école a immédiatement prévenu la police puis, à l'aide d'un mégaphone, il a demandé à l'agresseur qui il était et celui-ci a répondu : « un terroriste ».

Le terroriste en question allait être abattu par des tireurs d'élite, quand l'intervention *in extremis* d'un professeur a révélé qu'il s'agissait en fait d'un élève, et d'une mitraillette en matière plastique. Quant à la prise d'otages, il s'agissait d'une simulation imaginée par ce professeur, un exercice de sécurité en quelque sorte, organisé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et des recommandations gouvernementales...

Heureusement, ce n'est pas encore dans le monde entier qu'une telle psychose des attentats fait germer d'aussi débiles expériences pédagogiques dans la tête de certains enseignants. Mais tout cela est significatif de la tension qui règne actuellement au pays de l'Apartheid, où c'est pour l'instant toute la majorité noire de la population qui est retenue en otage par la minorité raciste blanche.

J.-L. C.